

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA BULGARIE ÉCONOMIQUE

SES RELATIONS AVEC LA FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

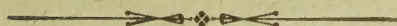
Présentée et soutenue le jeudi 1^{er} décembre 1921, à 4 h. 1/2

PAR

R. LENGELE

Président : M. CH. RIST, Professeur

Suffragants { *MM. SOUCHON, Professeur*
TRUCHY, Professeur



PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

1921

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA BULGARIE ÉCONOMIQUE

SES RELATIONS AVEC LA FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 1^{er} décembre 1921, à 4 h. 1/2

PAR

R. LENGELÉ



Président : M. CH. RIST, Professeur

Suffragants { *MM. SOUCHON, Professeur*
TRUCHY, Professeur



PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

—
1921

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA BULGARIE ÉCONOMIQUE

SES RELATIONS AVEC LA FRANCE

INTRODUCTION

Le commerce extérieur mondial se caractérise, pendant la période qui s'étend de 1895 à 1914, par un développement d'une rapidité et d'une amplitude exceptionnelles.

Or, les chiffres fournis par les statistiques générales, relativement à cette période, condamnent d'une manière décisive la théorie, chère aux protectionnistes, de la soi-disant tendance à l'autarchie économique des nations industrielles. On sait, en effet, que, pour les partisans de cette manière de voir, chaque nation doit, d'une part, s'efforcer de faire produire à son sol toutes les matières alimentaires nécessaires à sa subsistance et, d'autre part, limiter ses importations autant que possible aux seules matières premières indispensables à son industrie, tandis qu'elle doit chercher à étendre ses exportations de produits fabriqués, afin de s'en servir comme monnaie d'échange pour les matières premières

qu'elle importe. Cette théorie, idéale, on le conçoit, du point de vue de chaque nation prise isolément, ne l'est plus dès que la plupart d'entre elles, voulant la mettre en pratique, entrent en concurrence ; et c'est ce qui est arrivé de 1895 à la veille de la guerre : Tout d'abord, les importations de produits alimentaires sont allées en augmentant sans cesse, et, de plus, tout débouché (il faut bien l'admettre en effet) ne se conquérant que par l'échange, c'est principalement chez ses propres concurrents eux-mêmes que chaque nation, les statistiques nous le prouvent, dut écouler ses produits manufacturés, et se procurer de quoi alimenter son industrie.

L'essor industriel, loin d'amener l'autonomie économique que certains escomptaient, n'a donc fait que multiplier les points de contact entre les nations modernes, et les rendre de plus en plus utiles les unes aux autres.

Mais il n'en est pas moins vrai que, s'il se trouve encore des cas où les conditions d'échange préconisées par Frédéric List se réalisent, l'échange commercial est alors susceptible de donner les résultats les plus efficaces et les plus fructueux, puisqu'il intervient entre deux nations intéressées tout particulièrement à échanger des produits qu'elles ne peuvent trouver sur leurs territoires respectifs. Or, il existe encore en Europe de ces pays neufs avec lesquels l'échange revêt cette forme. La Bulgarie est

de ceux-là, et c'est pourquoi, malgré le nombre relativement restreint de ses habitants, elle présente à notre commerce extérieur un marché qui ne peut nous laisser indifférents.

La Bulgarie, entraînée dans la guerre, par le jeu des alliances, aux côtés de l'Allemagne, et libérée maintenant du joug germanique, travaille à sa restauration économique et à son développement que la guerre avait interrompu.

Mais, pour mener à bien ses projets, elle a besoin de collaborateurs : Il faut qu'on lui fournisse des matériaux de toutes sortes pour les constructions qu'elle veut entreprendre, des machines pour les usines qu'elle veut créer ; en échange de l'importation étrangère, elle offre les fruits abondants de son sol.

Divers obstacles ont gêné, depuis la reprise de son commerce extérieur, le développement complet de celui-ci : le manque de main-d'œuvre et de moyens de communication, le change très défavorable en sont les principaux. Ces obstacles ont déjà été aplatis en partie, et il semble certain que la situation s'améliorera de plus en plus rapidement.

Il est donc temps pour la France de songer à conserver la place qu'elle occupait avant la guerre en Bulgarie, voire à s'en créer une meilleure dans ce pays où tant de sympathies lui sont acquises déjà. Sans doute, la distance nous empêchera tou-

jours d'entretenir avec la Bulgarie des relations aussi actives que nous pourrions le souhaiter ; mais il importe, au moment où les Empires centraux ne peuvent espérer reprendre le rang qu'ils occupaient dans le commerce extérieur de la Bulgarie, de ne pas nous laisser dépasser par des rivaux voisins, qui ne possèdent sur nous d'autre avantage, dans cette concurrence, qu'une notion plus nette de l'opportunité de leur action dans le Proche-Orient.

Nous ne prétendons pas faire ici un exposé complet de la situation économique de la Bulgarie : Nombreux sont les ouvrages qui ont été écrits sur cette question par des économistes compétents ; la plupart d'entre eux ont été édités en langue française. Nous nous bornerons à examiner les différents rapports existant entre ce pays et le nôtre, et à mettre en évidence ceux qui nous semblent présenter un intérêt réel, et surtout mériter de prendre de l'extension dans l'avenir.

LA BULGARIE ÉCONOMIQUE

La Bulgarie a connu, à travers les siècles, des fortunes très diverses : Colonie romaine, puis royaume indépendant à partir du ^{vii}^e siècle, elle atteignit son apogée vers le milieu du ^x^e siècle, sous le règne du tsar Siméon ; elle s'étendait alors de la mer Noire à l'Adriatique, englobant dans ses frontières la Thessalie jusqu'au mont Olympe et une partie de la Hongrie et de la Transylvanie.

Cet éclat ne devait pas durer. Conquise une première fois par les Turcs, libérée à nouveau, elle retomba, en 1396, sous le joug ottoman qu'elle dut subir pendant près de cinq cents ans.

Dès la fin du ^{xviii}^e siècle, une renaissance nationale se prépare, et prend une forme à la fois littéraire et religieuse ; les divers éléments bulgares se groupent pour la revendication d'une religion nationale, soustraite à la domination du clergé phanariote ; on répand les ouvrages de Païssi et de Sofroni ; toute une propagande a lieu, par le livre et par l'école.

La Porte consent enfin en 1870 à la création d'un

exarchat bulgare. Ces limites religieuses précisent le cadre des prétentions nationales, qui aboutissent, après la révolte de 1875 et la guerre russo-turque, à l'érection de la Bulgarie en principauté, sous la souveraineté du Sultan (1878).

C'est à cette date que commence l'histoire du développement économique de ce pays. Jusqu'alors, en effet, opprimée par l'administration turque, la Bulgarie n'avait encore pris aucun contact avec le monde extérieur ; la terre était cultivée par les moyens les plus primitifs, et l'industrie, très rudimentaire, était limitée aux seuls besoins de la consommation locale.

Le traité de Berlin ouvre brusquement à la Bulgarie les portes de l'Occident, et lui impose l'obligation de prolonger, à travers son territoire, route naturelle vers Constantinople, la grande voie ferrée qui traverse déjà l'Autriche-Hongrie et la Serbie. La jeune principauté se tourne tout naturellement vers l'ouest, d'où lui viendra le progrès.

C'est là le phénomène qui domine tout l'évolution, tant intellectuelle qu'économique, de la Bulgarie moderne : Venue tard parmi des nations plus avancées, son évolution ne dépendra, pendant de longues années encore, que de ses facultés d'assimilation.

C'est pourquoi, à côté des derniers perfectionnements de la civilisation, il arrive d'y rencontrer des

coutumes et des industries encore rétrogrades. Mais il est incontestable que, depuis quarante ans, la Bulgarie a fait, peut-on dire, le maximum d'efforts en vue de son développement économique, et que les résultats obtenus sont déjà remarquables.

Sans doute, si nous comparons les données relatives à ce pays avec celles des nations de l'Europe occidentale, les trouverons-nous assez faibles, et très souvent au-dessous de la moyenne. Mais nous ne devons pas oublier que ce pays est loin d'avoir atteint son développement normal; ce qui doit surtout fixer notre attention, c'est la constance et la netteté avec lesquelles ces chiffres, tant absolument que relativement, s'accroissent d'une année à l'autre.

La Bulgarie est un pays éminemment agricole : 80 o/o de la population vivent de la culture de la terre.

Celle-ci appartient presque uniquement à de petits propriétaires. Sur une population totale de 4.863.000 habitants, leur nombre est en effet évalué à 900.000 environ. Les trois quarts des terres se trouvent entre les mains de petits cultivateurs ne possédant pas plus de 20 hectares.

Du fait que l'activité nationale bulgare se trouve pour la plus grande partie orientée vers l'agriculture découlent, au point de vue qui nous intéresse, deux conséquences importantes. D'une part, la Bulgarie

n'ayant que peu de capital industriel à reconstituer après la guerre doit certainement se relever très rapidement; d'autre part, dans l'examen de sa balance commerciale, il faut tenir compte du rôle joué par l'exportation des céréales, très variable selon que la récolte a été bonne ou mauvaise, et qui fera bien souvent pencher cette balance soit dans un sens, soit dans l'autre.

La superficie de la Bulgarie peut ainsi se répartir :

Champs.....	45,37 o/o de la terre exploitée	
Forêts.....	35,51 o/o	—
Pâturages.....	11,44 o/o	—
Prairies.....	5,01 o/o	—
	<u>97,33 o/o de la superficie totale</u>	

La superficie des terres ensemencées ou plantées se répartissait elle-même de la façon suivante, en 1911 :

	en 1000 Ha	o/o
Champs : { céréales	2.524	75,9
{ plantes industrielles...	42	1,3
{ légumineuses	76	2,3
{ vergers	27	0,8
{ jardins potagers	11	0,3
Plantes fourragères.....	558	16,8
Vignes	68	2,0
Roseraies	7	0,2
Jardins fruitiers.....	8	0,3
Mûraies.....	3	0,1
	<u>3.324</u>	<u>100,00</u>

Ces chiffres montrent assez l'importance prédo-

minante des champs, et, principalement, des champs ensemencés en céréales, qui constituent la plus grande richesse du pays. A ce point de vue, on peut ranger la Bulgarie, avec la Roumanie, la Hongrie et la Russie du Sud, dans le groupe des pays à grains de l'Europe orientale, fournisseurs des pays industriels de l'Europe occidentale.

L'exportation des céréales est en effet considérable. Voici, pour la période 1897-1911, les chiffres comparés, en tonnes, de la production totale et des quantités exportées de céréales bulgares :

	Production	Exportation	o/o
Froment et méteil.....	942.026	296.536	31,5
Maïs	622.492	176.260	28,8
Seigle	171.492	43.916	25,6
Avoine	141.877	16.802	11,8
Orge	249.748	48.219	19,1

La production, qui avait été fort réduite pendant la durée de la guerre par suite du manque de main-d'œuvre, s'est rapidement relevée : De 1919 à 1920, la progression a été particulièrement sensible, laissant à nouveau d'importantes quantités disponibles pour l'exportation. On en pourra juger par les évaluations suivantes :

(En tonnes métriques)

	Récolte de		Consom- mation locale	Surplus exportable en 1920
	1919	1920		
Froment.....	841.000	1.120.000	812.000	308.000
Mais.....	563.000	1.007.000	499.000	508.000
Seigle.....	180.000	353.000	291.000	62.000
Avoine.....	122.000	141.000	141.000	—
Orge.....	191.000	272.000	215.000	57.000

On voit que la récolte, pour chaque catégorie de céréales, a déjà été supérieure en 1920 à la moyenne donnée plus haut.

La production du sol bulgare est d'ailleurs susceptible d'augmenter dans des proportions considérables : Nous avons vu, en effet, que l'exploitation de la terre est effectuée, uniquement ou presque, par de petits propriétaires cultivant eux-mêmes leurs champs, avec l'aide des membres de leur famille. Il en résulte que les méthodes, dans ce pays si jeune, sont en bien des endroits encore rudimentaires et surannées.

La crainte de la grêle, qui, tombant en un seul lieu, peut anéantir toute la récolte d'un propriétaire, a longtemps empêché les agriculteurs bulgares de chercher à arrondir leurs terres et, ainsi, à souvent prohibé toute tentative d'exploitation rationnelle. Cette crainte a disparu depuis que la Banque Cen-

trale Coopérative a organisé des assurances contre ce fléau.

Il existe d'ailleurs en Bulgarie un grand nombre d'associations agricoles et de coopératives, dont le nombre va sans cesse croissant. Ces associations, soutenues par la Banque agricole, font des avances en espèces et en nature aux petits propriétaires, et ont permis à bien des villages d'acheter en commun des machines agricoles.

On constate que, de 1906 à 1912, l'importation de ces machines a triplé, et celle des charrues modernes presque quintuplé.

L'instruction technique, en outre, se développe de plus en plus : Plusieurs écoles spéciales d'agriculture ont été créées, et des mattres d'agriculture ambulants vont de village en village.

Il est à remarquer, — et cela est un excellent signe — que, de plus en plus, on tend à produire moins selon les besoins locaux que selon le climat et la nature du sol.

Un obstacle existe, plus sérieux peut-être, au développement rapide que l'on peut attendre de l'agriculture : C'est la mauvaise répartition de l'eau à travers le pays. Des canaux et des lacs artificiels seraient nécessaires. Des projets ont été établis dans ce sens, mais il n'existe actuellement encore de canaux que dans l'arrondissement de Tatar-Bazardjik.

Après la culture des céréales, celle du tabac et sur-

tout celle des roses prennent la première place. Plus restreintes, ces cultures sont arrivées à un degré de développement beaucoup plus avancé. Peu de propriétaires s'y livrent d'ailleurs exclusivement : C'est pour la plupart une occupation accessoire, en marge de celle qui constitue leur profession véritable.

La culture des roses, en vue de la fabrication de l'essence, est surtout celle qui mérite le plus de nous intéresser.

Elle est concentrée autour de Kazanlik, seule région de la Bulgarie qui lui soit réellement favorable. Cette culture a été négligée pendant la guerre ; la cueillette de 1920 a produit 1.200 kilogs d'essence de roses contre 3.547 kilogs pour la moyenne des années 1906-1910.

Actuellement, la demande est de beaucoup supérieure aux quantités produites.

Avant la guerre, la France, puis l'Angleterre tenaient déjà la première place parmi les pays importateurs d'essence de rose ; depuis la fin de la guerre, le marché américain est devenu plus important qu'il n'était auparavant.

Une douzaine de distilleries à vapeur, de construction moderne, sont établies dans les différents centres ; mais on estime à deux ou trois ans le temps nécessaire à la remise en état des plantations.

Nous venons de voir que la Bulgarie est un pays

essentiellement agricole. L'industrie y est au contraire peu développée. Aussi ne peut-on songer à faire un rapprochement quelconque entre l'industrie de ce pays et celle des pays plus avancés de l'Europe occidentale, dont elle ne peut évidemment soutenir la concurrence.

L'industrie bulgare ne vise encore, en effet, qu'à satisfaire les besoins locaux les plus pressants, et à transformer et rendre ainsi plus légères les matières premières les plus lourdes destinées à l'exportation. Les matières premières employées par les industries des produits alimentaires sont presque exclusivement d'origine indigène, et le produit en est destiné à la fois à la consommation locale et à l'exportation.

Les matières transformées dans l'industrie métallurgique sont, au contraire, surtout d'origine étrangère, et les articles obtenus ne servent qu'à la consommation locale.

Au total, on évalue à 73 o/o des matières utilisées dans l'industrie celles qui sont de provenance locale.

Il serait cependant faux de croire que l'industrie est d'origine absolument récente en Bulgarie. Dans la première moitié du xix^e siècle, les petits industriels bulgares déployèrent une grande activité dans les limites de l'empire ottoman. Les articles et produits bulgares étaient même fort connus sur les mar-

chés et foires de la péninsule balkanique, et jusqu'en Autriche.

Mais la pénétration en Bulgarie des produits de l'industrie occidentale, à la suite du traité de Berlin, porta un coup terrible à l'industrie nationale.

Quelques années après son affranchissement, la jeune principauté comprit que ce n'était que par la protection attentive et par la modernisation de l'industrie du pays qu'elle pourrait arrêter cette décadence et donner un nouvel essor à la production locale.

Nous verrons, en étudiant l'histoire du développement commercial de la Bulgarie, comment, peu à peu, elle réussit à se libérer des tarifs qui lui avaient été imposés en 1878.

En ce qui concerne la modernisation de l'industrie, plusieurs lois furent votées successivement, dont les principales sont celles de 1894, 1897, 1905 ; enfin, la dernière et la plus importante, encore aujourd'hui en vigueur, celle de 1909 sur l'encouragement à l'industrie.

La loi de 1909 conserve le principe de la protection, et étend même certains privilèges, tandis qu'elle édicte en même temps des prescriptions tendant à réprimer les abus qui pourraient survenir de la part des intéressés.

Elle accorde à l'industrie les avantages généraux suivants :

a) Exemption de l'établissement de l'impôt sur le bâtiment et de l'impôt de patente ;

b) Exemption de droits d'entrée des machines et des matières premières dans le cas où le pays ne produit pas ces dernières ;

c) Diminution de 35 o/o des taxes de transports par chemins de fer sur le tarif minimum ;

d) Préférence dans les fournitures de l'Etat aux produits de l'industrie protégée, même lorsque ces produits sont de 15 o/o plus chers ;

e) Droits de concession pour la production dans une région déterminée.

En outre, elle offre des avantages spéciaux consistant en une extension des avantages cités plus haut à toute entreprise d'une certaine étendue s'établissant la première dans une région déterminée.

L'industrie bulgare est alimentée surtout par des capitaux nationaux. On estime cependant à 25 o/o la part prise par les capitaux étrangers dans la fondation des entreprises.

Parmi ces derniers, les capitaux français prennent la première place ; ensuite viennent les capitaux belges.

L'introduction de fonds étrangers en Bulgarie est d'ailleurs d'origine assez récente, et, en quelques années seulement, ont été fondées notamment cinq fabriques de sucre, deux grandes filatures de coton,

et fabriques de drap (à Varna et Yambol), et une tannerie moderne.

Les deux filatures de Varna et Yambol ont été fondées à l'aide de capitaux anglais.

Les Belges ont créé les tramways électriques de Sofia, au capital de 1.750.000 francs ; cette Compagnie plus tard a fusionné avec la Compagnie française des Grands Travaux de Marseille pour l'éclairage électrique de Sofia (au capital de 3.500.000 fr.).

La sucrerie de Sofia et celle de Roustchouk ont été fondées également par des groupements belges, toutes deux au capital de 5 millions de francs.

Appartiennent encore à des industriels belges la mine de charbon de Tréona, la tannerie de Roustchouk, et une distillerie d'alcool.

Les principales participations françaises sont les suivantes : 2.700.000 francs dans l'industrie forestière ; 3.700.000 francs dans l'industrie minière ; 10.000.000 francs, enfin, sont engagés dans les fabriques de sucre de Plovdiv et Kayali.

C'est pendant la guerre seulement que les puissances centrales se sont intéressées à l'industrie bulgare ; mais les capitaux qu'elles y ont engagés sont peu importants, par rapport à leurs participations dans des maisons de banque et de commerce.

L'apparition des capitaux italiens et tchéco-slovaques est encore plus récente et date seulement de

l'armistice ; ces deux puissances semblent vouloir développer une très grande activité en Bulgarie.

En résumé, les capitaux étrangers engagés dans les entreprises industrielles et commerciales de la Bulgarie sont évalués approximativement à :

France.....	34.400.000 frs
Puissances Centrales....	73.300.000 —
Belgique.....	21.350.000 —
Tchéco-Slovaquie.....	6.000.000 —
Italie.....	6.000.000 —
Angleterre.....	3.540.000 —

L'industrie bulgare se trouve actuellement dans un état de dépression consécutif à la guerre, et ne pourrait guère se relever rapidement sans une aide étrangère.

Avant tout, le matériel et les machines ont besoin d'être remplacés ou pour le moins réparés ; d'autre part, les matières premières font défaut, par suite des prix élevés et de la dépréciation presque prohibitive du change.

Le personnel technique est insuffisant, et les capitaux disponibles se tournent vers la spéculation et les promesses de gros bénéfices à courte échéance.

Le gouvernement a cependant édifié de vastes projets de travaux publics, qu'il compte exécuter le plus tôt qu'il le pourra à l'aide de ressources d'emprunts. La construction de chemins de fer et l'amé-

nagement de rivières et torrents en vue de l'utilisation des forces hydrauliques en sont les principaux. Aussi, dès maintenant, la Bulgarie fait-elle appel aux produits de l'industrie étrangère.

Les industries privées, et notamment l'industrie du bâtiment, manquent aussi de produits fabriqués. Les métaux de toutes sortes, la quincaillerie, le ciment, les huiles minérales, le sulfate de cuivre, les matières colorantes, le verre à vitres, ne sont que les plus urgents de leurs besoins.

Un champ d'action très vaste est donc offert actuellement en Bulgarie à l'exportation étrangère.

Cet exposé, si bref soit-il, suffira, espérons-nous, à présenter dans ses grandes lignes un tableau suffisamment exact de la situation économique de la Bulgarie. Plus loin, nous reprendrons en détail ces questions, en les étudiant cette fois plus exclusivement du point de vue français.

Ce qu'il convient surtout de dégager de cette étude, c'est la rapidité avec laquelle la Bulgarie, dès qu'elle eut échappé à la domination turque, a su employer ses forces latentes et conquérir un rang honorable sur le terrain économique.

Ce qui nous intéresse aussi, c'est que la Bulgarie, qui se trouve encore en pleine période de croissance, offre à certaines branches de notre exportation des débouchés particulièrement étendus.

Ce qu'il sied enfin de remarquer, c'est l'orientation nouvelle, consécutive à la guerre, du commerce extérieur bulgare. Lorsque nous étudierons les données statistiques relatives à ce commerce, nous constaterons en effet que les Etats de l'Europe Centrale ont perdu la place prépondérante qu'ils occupaient avant la guerre ; l'occasion se présente, plus propice que jamais, d'étendre notre marché et d'affermir ainsi notre commerce et notre influence dans le Proche-Orient.

Le 25 juin 1920, l'un de nos députés regrettait à la Chambre que la somme consacrée par le projet de budget à notre propagande en Bulgarie soit dérisoire alors que ce pays est animé des meilleurs sentiments à l'égard de la France, et que, sur les deux cents députés dont se compose le Sobranié, quatre seulement sont germanophiles, et tous les autres partisans de recourir à l'amitié française.

Ce désintéressement des pouvoirs publics est en effet regrettable. En réalité, une intense propagande est faite déjà en Bulgarie, en faveur de la France, par notre littérature, par les écoles primaires où l'enseignement de la langue française est obligatoire, par les écoles françaises existant en Bulgarie, par les nombreux étudiants bulgares venus en France pour y étudier le Droit ou la Médecine.

Des fautes ont sans doute été commises, de part et d'autre, au point de vue politique. Nous ne pouvons

ici nous étendre sur les responsabilités des revirements politiques des dix dernières années ; il ne faudrait pas oublier cependant qu'un petit pays ne peut pas, le voudrait-il, vivre indépendant ; la question des alliances présente pour lui un intérêt autrement positif et direct que pour n'importe quelle grande nation, et cela peut excuser bien des choses.

Ce qui est indéniable, en tous cas, c'est le prestige dont n'a pas cessé de jouir la France en Bulgarie, auprès de toutes les classes de la population, prestige qu'aucune autre nation ne peut songer à lui disputer.

Depuis la signature du traité de Neuilly-sur-Seine, la Bulgarie a employé tous ses efforts à l'exécution des clauses de ce traité. La Société des Nations a d'ailleurs reconnu sa bonne volonté en consentant à l'admettre parmi ses membres, dès le 16 décembre 1920. Nous verrons plus loin (au chapitre réservé aux voies de communication) que les Puissances Alliées et Associées ne semblent peut-être pas mettre un empressement égal à l'exécution de l'obligation qu'elles ont prise à leur charge relativement au débouché sur la Mer Egée. Cet accès à la mer présente pourtant pour le commerce extérieur de la Bulgarie un intérêt des plus immédiats, et les rapports des Puissances de l'Europe occidentale avec elle en seraient grandement facilités.

Certains milieux français semblent d'ailleurs avoir

compris l'intérêt qu'il y aurait pour la France à nouer avec la Bulgarie des relations plus étroites, et divers journaux et revues, parmi les plus sérieux, se sont montrés favorables à cette idée.

Les voyageurs qui ont traversé la Bulgarie, de même que tous ceux qui ont été en relation d'affaires avec le peuple bulgare, sont unanimes à reconnaître les qualités de travail et d'honnêteté de ce dernier.

Contrairement à la plupart des Slaves, le peuple bulgare est un grand réaliste. D'esprit peu mobile et peu organisateur, difficile à convaincre, le Bulgare est cependant prêt à s'instruire et accessible au progrès. Nulle part dans la péninsule balkanique l'école n'est fréquentée avec autant d'assiduité qu'en Bulgarie : Sur 10.000 habitants, on y compte 1.048 élèves dans les écoles populaires, tandis qu'on n'en trouve que 814 en Italie, 619 en Grèce, 444 en Serbie, 441 en Roumanie, et 103 en Russie.

La forme élémentaire de son économie oblige la Bulgarie à pratiquer des échanges avec des pays lointains. Ce n'est pas chez les peuples agricoles qui l'entourent qu'elle peut trouver un grand marché pour ses céréales, et les produits industriels dont elle a besoin ne peuvent lui venir que de nations plus avancées.

Dans les chapitres qui vont suivre, nous nous proposons d'envisager les principales manifestations de

l'activité économique bulgare, pour autant qu'elles nous paraissent présenter un champ d'action à l'initiative française. Nous étudierons d'abord tout particulièrement le commerce extérieur de la Bulgarie, en nous efforçant de mettre en valeur les relations commerciales ayant existé entre ce pays et le nôtre avant la guerre, la reprise de ces relations après l'armistice, et les possibilités que présente leur avenir.

Une autre matière également importante attirera notre attention : C'est l'étude de la Dette publique bulgare placée en France, dont nous comparerons les conditions avec celles des divers autres emprunts souscrits à l'étranger, notamment en Allemagne.

Nous examinerons ensuite les questions concernant les voies de communication, la rapidité et le prix des transports étant en effet deux des conditions essentielles de relations commerciales prospères.

Nous étudierons les principaux organismes de crédit en Bulgarie, qui jouent actuellement un rôle considérable dans les exportations.

Nous terminerons enfin par un rapide aperçu de la situation financière présente de la Bulgarie, et nous chercherons à dégager le crédit qu'il convient de lui accorder.

LE COMMERCE

Les caractéristiques essentielles, avons-nous dit, de la Bulgarie économique sont la rapidité avec laquelle se sont développées les différentes branches de son activité, et les proportions mêmes de ce développement.

Cela résulte de ce que, sous le régime turc, au milieu du siècle dernier, la Bulgarie n'était encore qu'une province arriérée, fermée à tous les progrès extérieurs. Le commerce était purement local; la production se réglait uniquement d'après les besoins de chaque agglomération.

Dès l'émancipation, en 1878, la Bulgarie se tourna au contraire vers l'extérieur, et, sous la conduite d'hommes plus éclairés, fit appel aux découvertes de la science et aux produits de l'industrie étrangère; en outre, les moyens de communication se développant, et les instrument d'échange devenant nécessaires, elle s'efforça d'adapter sa production non plus aux demandes de la consommation locale, mais au climat et à la nature de son sol.

De telles modifications dans la nature de la pro-

duction et des relations avec l'extérieur expliquent la progression extrêmement prompte du commerce extérieur bulgare depuis quarante ans à peine.

Les chiffres que nous citons ci-dessous, et qui peuvent être considérés comme les plus exacts parmi les renseignements fournis par les statistiques bulgares, donnent une idée de cette évolution.

On notera parfois des différences assez sensibles d'une année à l'autre et dans l'un et l'autre sens : Elles sont dues en général à ce que l'exportation du pays, constituée surtout par des produits du sol, est très variable selon les bonnes ou les mauvaises récoltes, et que les importations se basent de même, quoique moins fidèlement, sur la contre-partie qu'il est possible de fournir.

Que la balance du commerce soit dans l'ensemble défavorable, cela est normal, et dû, dans ce pays neuf, principalement aux dépenses nécessitées par la constitution de son outillage industriel et agricole.

De plus, en ce qui concerne les dernières années, et de l'avis de tous les hommes compétents en Bulgarie, le chiffre des importations a été gonflé par le fait que les commerçants contraints par la loi de vendre d'après les prix de facture avec un profit maximum de 10 0/0 se sont faits délivrer, surtout en Turquie, des factures de complaisance où les prix sont majorés.

Quoi qu'il en soit, on notera que la balance, deve-

nue favorable pendant la guerre, alors que la plus grande partie du mouvement commercial était constituée en effet par des exportations de matières alimentaires à destination des Puissances centrales, penche au contraire nettement dans l'autre sens dès que le commerce international reprend et que la Bulgarie recommence à importer les produits fabriqués dont elle a normalement besoin. La balance de 1920 marque pourtant déjà une amélioration relative par rapport aux chiffres de 1919.

Le tableau suivant donne les importations et exportations totales de la Bulgarie depuis son émancipation.

Dans la suite de ce chapitre, toutes les données pour 1920 ne doivent être considérées que comme des chiffres provisoires. Les résultats définitifs ne sont pas encore publiés.

Commerce extérieur total de la Bulgarie
(en leva)

Années	Importations	Exportations	Balance du commerce
1879 (1)	32.137.800	20.092.854	— 12.004.946
1880 (1)	48.223.637	33.118.200	— 15.105.437
1881 (1)	58.467.100	31.819.900	— 26.647.200
1882 (1)	41.564.966	34.252.421	— 7.312.545
1883 (1)	48.929.575	46.126.405	— 2.803.170
1884 (1)	51.194.324	35.297.160	— 15.897.164
1885 (1)	44.040.214	44.874.751	+ 834.537
1886	64.285.309	50.404.314	— 13.880.995
1887	64.742.481	45.747.247	— 18.995.234
1888	66.362.431	64.198.634	— 2.163.797
1889	72.869.245	80.581.076	+ 7.711.831
1890	84.530.497	71.051.123	— 13.479.374
1891	81.348.150	71.065.085	— 10.283.065
1892	77.303.007	74.640.354	— 2.662.653
1893	90.867.900	91.463.653	+ 595.753
1894	99.229.193	72.850.675	— 26.378.518
1895	69.020.295	77.685.546	+ 8.665.251
1896	76.530.278	108.739.977	+ 32.209.699
1897	83.994.236	59.790.511	— 24.203.725
1898	72.730.250	66.537.007	— 6.193.243
1899	60.178.079	53.467.099	— 6.710.980
1900	46.542.100	53.982.629	+ 7.640.529
1901	70.044.073	82.769.759	+ 12.725.686
1902	71.246.692	103.684.530	+ 32.438.038
1903	81.802.581	108.073.639	+ 26.271.058
1904	129.689.577	157.618.914	+ 27.929.337
1905	122.249.938	147.960.688	+ 25.710.750
1906	108.474.373	114.573.356	+ 6.098.983
1907	124.661.089	125.594.697	+ 933.608
1908	130.150.642	112.356.997	— 17.793.645
1909	160.429.624	111.433.683	— 48.995.941
1910	177.356.723	129.052.205	— 48.304.518
1911	199.344.808	184.633.945	— 14.710.863
1912	213.110.269	156.406.624	— 56.703.645
1913	189.298.043	93.329.748	— 95.968.295
1914	241.490.314	154.424.990	— 87.065.324
1915	73.494.942	109.415.575	+ 35.920.633
1916	89.428.022	95.795.608	+ 6.367.586
1917	168.491.537	288.906.404	+ 120.414.867
1918	(les données pour 1918 ne sont pas encore prêtes).		
1919	963.941.235	552.253.452	— 411.687.783
1920	2.213.830.249	1.642.998.900	— 570.831.349

1. Pour la Bulgarie du nord seulement (avant l'union avec la Roumanie).

Les guerres balkaniques, puis la grande guerre, ont provoqué une régression du commerce total, ainsi que nous pouvons le constater par le tableau ci-dessus ; mais l'armistice est le point de départ d'un nouvel accroissement des échanges.

Il faut cependant envisager avec précaution les chiffres des dernières années : Si le commerce extérieur, ainsi présenté, semble avoir décuplé en moins de dix ans, la hausse des prix est en réalité responsable de cette apparence. Le commerce s'est bien développé rapidement jusqu'à la guerre, mais le tableau suivant, rapprochant la quantité, en tonnes, des importations et des exportations de leur valeur en leva (encore que lui aussi doive être examiné prudemment), prouve que les événements de ces dernières années ont ralenti plus qu'il ne semble tout d'abord le mouvement des échanges de la Bulgarie avec l'étranger :

ANNÉES	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS	
	Nombre (en tonnes)	Valeur (en leva)	Nombre (en tonnes)	Valeur (en leva)
1890	183.000	84.530.497	545.459	71.051.125
1895	213.482	69.020.295	553.826	77.685.546
1900	151.862	46.342.100	314.089	53.982.629
1905	304.956	122.249.938	857.532	147.960.688
1910	502.571	177.356.723	632.492	129.052.205
1911	564.199	199.348.808	1.036.059	184.633.945
1912	573.246	213.110.269	757.056	156.406.624
1913	398.128	189.298.043	412.240	93.329.748
1914	628.324	241.490.314	663.950	154.424.990
1915	122.248	73.494.942	189.082	109.415.575
1916	93.147	89.428.022	76.998	95.795.608
1917	210.065	168.491.537	60.478	288.906.404
1918	(les données pour 1918 ne sont pas encore prêtes.)			
1919	80.779	963.941.235	19.873	552.253.452
1920	126.152	2.213.830.249	185.382	1.642.998.900

Il faudra sans doute plusieurs années pour retrouver l'activité habituelle d'avant-guerre.

Dans notre étude, nous serons obligés, à cause des perturbations existant depuis la fin de 1912, de considérer 1911 comme la dernière année normale, et de nous en servir comme base de toutes nos comparaisons : Les années suivantes, en effet, ont toutes plus ou moins été affectées par les guerres.

Le commerce s'annonçait plus brillant que jamais pendant les six premiers mois de 1912 : On constatait une augmentation de presque toutes les catégories, tant en entrées qu'en sorties ; l'industrie était florissante, et le bâtiment surtout montrait une grande activité. Mais, en septembre, les bruits de

guerre firent cesser les commandes et restreindre le crédit. La mobilisation générale interrompit presque complètement le commerce extérieur, par suite des mesures prises : réquisitions des chemins de fer, mobilisation des hommes valides, fermeture des Dardanelles, interdiction d'exporter céréales et bétail, réquisitions à crédit d'objets nécessaires à l'armée. De plus, la déclaration du moratorium (2 septembre) rendit l'argent difficile à trouver, et interrompit presque toutes les opérations de banque.

Seules pendant la guerre fonctionnèrent les industries nécessaires aux armées.

L'année 1913 fut encore plus troublée : Les Dardanelles restèrent fermées la plus grande partie de l'année, et le trafic à travers la Serbie fut suspendu soit partiellement, soit totalement.

Enfin, en 1914, après un relèvement rapide du pays et des importations très abondantes pendant les sept premiers mois de l'année, le commerce avec l'extérieur se trouva gêné par la fermeture à nouveau des Dardanelles, et par le fait que, la ligne de Dédéagatch passant en territoire turc, des restrictions furent apportées au transport de certaines marchandises.

L'année 1911 doit donc être considérée comme la dernière année normale : C'est elle que nous comparerons dans les tableaux qui suivent avec les résultats encore provisoires de l'année 1920.

Voici tout d'abord les principaux postes d'importations et d'exportations, comparés pour 1911 et 1920, avec leurs pourcentages respectifs :

Importations, par catégories

CATÉGORIES	1911		1920	
	en 1000 leva	%	en 1000 leva	%
Matières et produits textiles....	57.973	29,1	1.102.252	49,9
Machines, instruments et appareils.....	25.612	12,8	63.625	2,9
Métaux et produits de l'industrie métallique.....	23.811	12,0	203.853	9,2
Peaux et produits de la peauserie.	13.343	6,7	147.110	6,6
Denrées coloniales.....	10.579	5,3	59.999	2,7
Matières brutes et produits de l'industrie du bois, etc	8.825	4,4	6.053	0,3
Huiles, graisses, cires et leurs produits.....	8.197	4,1	150.192	6,9
Combustibles.....	5.187	2,6	3.072	0,1
Résines, huiles minérales et matières collantes.....	4.898	2,5	87.540	3,9
Pierres, terres, verres et leurs produits.....	4.811	2,4	46.367	2,1
Matières et produits de la papeterie.....	3.792	1,9	54.985	2,5
Wagons, voitures et bateaux....	3.614	1,8	26.612	1,2
Fruits, légumes, graines et végétaux	3.369	1,7	7.225	0,3
Tanins et matières tinctoriales; couleurs et vernis.....	2.983	1,5	47.037	2,1
Produits chimiques.....	2.267	1,1	35.334	1,6
Céréales et leurs produits.....	2.220	1,1	14.907	0,7
Conserves et confitures.....	2.176	1,1	14.614	0,6
Produits alimentaires d'animaux.	1.752	0,9	29.972	1,3
Caoutchouc, gutta-percha, et leurs produits.....	1.488	0,8	11.030	0,5
Quincaillerie, bimbeloterie et bijouterie	1.472	0,7	1.142	—
Animaux vivants	1.355	0,7	2.231	0,1
Matières pour usage médical et médicaments	1.256	0,6	16.089	0,7
Articles de littérature et de l'art plastique.....	1.098	0,6	1.499	0,1
Parfumerie.....	660	0,3	1.253	—
Boissons spiritueuses.....	411	0,2	146	—
Engrais et déchets.....	200	0,1	805	—
Articles non dénommés	5.996	3,0	79.486	3,7
Total.....	199.345	100,0	2.213.830	100,0

Exportations, par catégories

CATÉGORIES	1911		1920	
	en 1.000 leva	o/o	En 1.000 leva	o/o
Froment.....	47.639	25,8	99.756	6,1
Maïs.....	39.534	21,4	336.037	20,5
Farine de froment.....	13.650	7,4	21.175	1,3
Œufs.....	13.636	7,4	4.445	0,3
Seigle.....	9.154	5,0	1.789	0,1
Orge.....	8.911	4,8	42.708	2,6
Animaux vivants.....	8.340	4,5	?	?
Essence de roses.....	7.404	4,0	61.549	3,7
Haricots secs.....	6.165	3,3	?	?
Fromages.....	4.013	2,2	?	?
Colza.....	3.493	1,9	?	?
Cocons de vers à soie.....	3.033	1,6	25.446	1,5
Son.....	2.619	1,4	2.896	0,2
Drap du pays, dit « chaïak »...	2.206	1,2	?	?
Foin, paille, etc.....	1.979	1,1	?	?
Tabac en feuilles.....	1.832	1,0	801.039	48,7
Peaux d'agneaux, brutes.....	1.783	1,0	67.170	4,1
Passementerie de laine.....	938	0,6	7.768	0,5
Peaux de chevreaux, brutes....	857	0,5	22.239	1,3
Peaux de chèvres.....	235	0,1	7.373	0,4
Cuir et sahtians (1/2 ouvrés)...	67	—	5.304	0,3
Tabac transformé.....	11	—	34.126	2,1
Articles non dénommés.....	7.135	3,8	102.179	6,3
Total.....	184.634	100,0	1.642.999	100,0

Il est à remarquer que, parmi les articles importés en 1911, trois catégories d'entre eux constituent, à elles seules, 54 o/o de l'importation totale.

Ce sont, par ordre d'importance, les matières et produits textiles (et principalement les toiles et étoffes de coton, ainsi que les étoffes de laine); puis, les machines, instruments et appareils de toutes sortes, enfin les métaux et leurs produits.

En 1920, de ces trois catégories, la première a pris une extension considérable, puisqu'elle atteint 49,9 o/o de l'importation totale, tandis que les deux suivantes sont au contraire en diminution. Cela tient sans doute au fait que le commerce étant gêné par le cours bas du lev, seules sont importées les matières les plus indispensables, soit ici celles nécessaires à la confection de vêtements.

En ce qui concerne les exportations, nous voyons qu'elles sont constituées à peu près uniquement par des produits du sol ou de l'élevage, et que l'exportation des céréales s'élève à près de 65 o/o du total en 1911.

La diminution de cette proportion en 1920 est due, semble-t-il, en grande partie, à l'accroissement de l'exportation du tabac, dont la culture s'est énormément développée pendant la guerre.

Il nous a paru intéressant de donner la répartition, en quatre grandes catégories, des différentes rubriques du commerce extérieur de la Bulgarie.

On y distinguera nettement la prédominance des produits fabriqués, à l'importation, et des produits alimentaires, à l'exportation.

Nous regrettons de ne pouvoir donner ces chiffres que pour 1911 ; les renseignements provisoires publiés pour 1920 ne contiennent pas les détails suffisants pour compléter ces tableaux.

Importations

CATÉGORIES	En 1911	
	En 1.000 leva	o/o
Animaux vivants.....	1.355	0,7
Aliments et boissons.....	22.430	11,2
Matières premières et 1/2 ouvrées.....	39.885	20,0
Produits fabriqués.....	135.675	68,1
Total.....	199.345	100,0

Exportations

CATÉGORIES	En 1911	
	En 1.000 leva	o/o
Animaux.....	8.341	4,5
Aliments et boissons.....	148.092	80,2
Matières premières et 1/2 ouvrées.....	16.381	8,9
Produits fabriqués.....	11.820	6,4
Total.....	184.634	100,0

Le commerce de la Bulgarie se faisait principalement avec l'Autriche et l'Allemagne. Mais la guerre a changé cet état de choses, et nous verrons ci-dessous que l'Italie a pris la première place, tant dans les importations que dans les exportations, tandis que l'importance de la France a moins sensiblement varié.

Actuellement, le classement des principaux importateurs est, par ordre d'importance : Italie, Turquie, Angleterre, France, Etats-Unis, Allemagne, etc. Les pays vers lesquels est dirigée l'exportation se classent de la manière suivante : Italie, Tchéco-Slovaquie, Allemagne, Pays-Bas, Etats-Unis, Belgique, France, Turquie, etc.

Importations classées par pays de provenance

Pays de provenance	1911		1920	
	en 1.000 leva	o/o	en 1.000 leva	o/o
Autriche-Hongrie.....	48.216	24,2	65.851	3,0
Tchéco-Slovaquie.....	—	—	72.963	3,2
Allemagne.....	39.837	20,0	125.943	5,6
Angleterre.....	30.034	15,1	311.208	14,5
France.....	24.927	12,5	197.851	8,9
Turquie.....	15.986	8,0	408.467	18,4
Italie.....	9.118	4,6	624.697	28,2
Roumanie.....	8.724	4,4	39.992	1,8
Russie (1).....	6.975	3,5	23.938	1,1
Belgique.....	5.047	2,5	33.925	1,5
Pays-Bas.....	2.312	1,2	21.426	0,9
Suisse.....	1.876	0,9	26.879	1,2
Serbie (2).....	1.751	0,9	33.135	1,5
Etats-Unis.....	1.605	0,8	130.284	5,8
Grèce.....	488	0,2	55.789	2,5
Suède et Norvège.....	480	0,2	8.542	0,4
Autres pays.....	1.879	1,0	32.940	1,5
Total.....	199.345	100,0	2.213.830	100,0

1. Ukraine et Russie du sud seulement en 1920.

2. Yougo-Slavie en 1920.

Exportations classées par pays de destination

Pays de destination	1911		1920	
	en 1.000 leva	o/o	en 1.000 leva	o/o
Belgique.....	53.790	29,1	136.276	8,3
Turquie.....	29.210	15,8	78.915	4,8
Angleterre.....	24.237	13,1	52.624	3,2
Allemagne.....	22.912	12,4	171.277	10,4
Grèce.....	12.650	6,9	6.686	0,4
France.....	11.119	6,1	100.092	6,1
Autriche-Hongrie.....	10.567	5,7	149.475	9,1
Tchéco-Slovaquie.....	—	—	203.124	12,4
Italie.....	3.948	2,1	283.923	17,2
Pays-Bas.....	2.211	1,2	169.695	10,3
Roumanie.....	1.246	0,7	30.618	1,9
Etats-Unis.....	1.167	0,6	142.217	8,7
Serbie (1).....	614	0,3	6.709	0,4
Suisse.....	240	0,1	22.319	1,4
Pologne.....	—	—	66.941	4,1
Autres pays et indéterminés...	10.723	5,9	22.108	1,3
Total.....	184.634	100,0	1.642.999	100,0

Si nous étudions maintenant de plus près le commerce avec la France, ce que nous constatons tout d'abord est que, du côté des importations, une progression très sensible se manifeste jusqu'en 1911, dernière année normale, et que la diminution des importations, tant absolues que relatives, pendant les années suivantes, semble bien due aux perturbations occasionnées par la guerre, puisque, d'après

1. Yougo-Slavie en 1920.

les résultats pour 1920, la proportion augmente à nouveau et dépasse déjà celle obtenue en 1910.

Quant aux exportations, après avoir assez régulièrement perdu de leur importance jusqu'en 1907, elles semblent être restées dès lors stationnaires, et n'accusent, sauf pendant la période troublée des années de guerre, aucune variation intéressante.

Le décret du 7 novembre 1915, interdisant pendant les hostilités le commerce de la France avec la Bulgarie, rendait applicable à ce dernier pays les dispositions, interdictions et prohibitions figurant au décret du 27 septembre 1914 interdisant de commercer avec l'Allemagne et l'Autriche. Ce décret, qui devait d'ailleurs être ratifié par les Chambres, ne l'a jamais été.

Les relations furent rétablies seulement en 1919, par le décret du 19 février.

Nous rappelons que, pour les tableaux qui suivent, comme pour ceux qui précèdent, les données fournies par les journaux bulgares de statistique mensuelle sont encore provisoires pour l'année 1920.

Commerce avec la France

(en milliers de leva)

ANNÉES	Importations totales	Importations de France	%	Exportations totales	Exportations vers la France	%
1886	64.285	3.784	5,88	50.404	9.624	19,09
1896	76.530	3.358	4,39	108.740	13.984	12,86
1906	108.474	5.373	4,95	114.573	8.977	7,84
1907	124.661	6.593	5,29	125.595	6.991	5,57
1908	130.151	7.023	5,39	112.357	6.210	5,53
1909	160.430	11.165	6,96	111.434	5.045	4,53
1910	177.357	15.348	8,65	129.052	9.039	7,00
1911	199.345	24.927	12,50	184.634	11.119	6,02
1912	213.110	14.998	7,04	156.407	7.568	4,84
1913	189.298	12.987	6,86	93.330	5.085	5,45
1914	241.490	19.526	8,09	154.425	12.346	7,99
1915	73.494	1.785	2,43	109.416	4.319	3,95
1916	89.428	36	—	95.796	111	—
1917	168.492	40	—	288.906	—	—
1918	(les données pour 1918 ne sont pas encore prêtes)					
1919	963.941	5.780	0,60	552.253	21.401	3,87
1920	2.213.830	197.851	8,94	1.642.999	100.092	6,09
(Moyennes)						
1896-1900	67.955	3.622	5,33	68.504	7.909	11,55
1901-1905	95.007	5.833	6,14	120.022	7.310	6,09
1906-1910	140.215	9.101	6,49	118.602	7.252	6,12

On trouvera dans les deux tableaux suivants le détail par catégories, classées selon leur ordre d'importance, des importations bulgares venant de France et des exportations à destination de notre pays.

Aucune statistique plus détaillée n'a encore été publiée pour 1920.

La diminution de la catégorie des machines, instruments et appareils, correspond à celle que nous avons déjà signalée à propos des chiffres du commerce total.

Il y a au contraire une augmentation notable en ce qui concerne les matières et produits textiles, les huiles, graisses, cires et leurs produits, et surtout les peaux, brutes et préparées.

Du côté des exportations à destination de la France, nous ferons remarquer que le froment, qui constituait près du tiers du montant total en 1911, n'apparaît pas en 1920 ; le tabac, au contraire, ne figure sur notre tableau que pour la dernière année ; enfin, nos achats de cuirs et peaux ont énormément augmenté, atteignant en bloc 25 o/o environ du total des produits que nous avons importés de Bulgarie en 1920.

Importations de France, par catégories

CATÉGORIES	1911		1920	
	en 1000 leva	%	en 1000 leva	%
Machines, instruments et appareils	4.575	18,5	3.386	1,7
Peaux et produits de la peausserie.	4.469	17,9	64.638	32,6
Matières et produits textiles.....	3.327	13,3	35.288	17,8
Huiles, graisses, cires et leurs produits	3.065	12,3	37.151	18,8
Métaux et produits de l'industrie métallique	1.526	6,1	4.229	2,0
Fruits, légumes, graines et végétaux.....	1.043	4,2	7	—
Denrées coloniales	490	1,9	3.106	1,6
Pierres, terres, verres et leurs produits	410	1,6	891	0,4
Tanins et matières tinctoriales ; couleurs et vernis	364	1,5	3.129	1,6
Wagons, voitures et bateaux	277	1,1	3.599	1,9
Conserves et confitures.....	220	0,9	1.494	0,8
Matières pour usage médical et médicaments.....	207	0,8	4.635	2,3
Bois et produits de l'industrie du bois	180	0,7	2.261	1,1
Quincaillerie, bimbelerie et bijouterie	147	0,6	141	—
Parfumerie.....	146	0,6	157	—
Boissons spiritueuses.....	136	0,5	131	—
Articles de littérature et de l'art plastique	117	0,5	286	0,1
Produits chimiques.....	110	0,4	3.653	2,0
Matières et produits de la papeterie	67	0,3	1.353	0,7
Caoutchouc, gutta-percha, et leurs produits.....	55	0,2	3.744	2,0
Engrais et déchets	47	0,2	136	—
Résines, huiles minérales et matières collantes.....	38	0,1	698	0,4
Céréales et leurs produits.....	33	0,1	3.626	2,0
Produits alimentaires d'animaux.....	15	—	173	—
Articles non dénommés.....	3.863	15,7	19.939	10,2
Total	24.927	100,0	197.851	100,0

Exportations vers la France, par catégories

CATÉGORIES	1911		1920	
	en 1.000 leva	%	en 1.000 leva	%
Froment.....	3.409	30,7	—	—
Essence de roses.....	2.497	22,5	37 793	37,8
Mais.....	2.309	20,8	20.650	20,6
Haricots secs.....	706	6,3	?	?
Peaux de chevreaux, brutes..	375	3,4	10.700	10,7
Œufs.....	319	2,9	1.061	1,1
Colza.....	293	2,6	?	?
Foin, paille, etc.....	244	2,2	?	?
Orge.....	143	1,3	—	—
Seigle.....	96	0,9	—	—
Peaux de chèvres, brutes....	41	0,4	4.995	5,0
Son.....	23	0,2	—	—
Peaux d'agneaux, brutes.....	14	0,1	7.271	7,3
Cocons de vers à soie.....	5	—	—	—
Tabac en feuilles.....	—	—	13.457	13,4
Articles non dénommés (1)...	645	5,7	4.165	4,1
Total.....	11.119	100,0	100.092	100,0

Nous avons cru compléter utilement les tableaux précédents en indiquant le rapport existant entre, d'une part, le montant total de chaque catégorie d'articles importés en Bulgarie, et, d'autre part, la valeur de la partie de ces articles ayant été importée de France. En d'autres termes, nous avons voulu montrer la place tenue par la France dans les diverses catégories d'importations bulgares.

Nous avons fait un tableau similaire pour les exportations.

Ici sont indiqués simplement les pourcentages :

1. Dont, notamment, en 1920 :

Membranes, vessies et boyaux.	723
Peaux de moutons, brutes	1.272
Peaux non dénommées, brutes, et cuirs travaillés.	2.000 environ

On a cru pouvoir négliger de répéter les sommes qui figurent déjà toutes dans les statistiques des pages précédentes. C'est ainsi, que, par exemple, en 1911, ont été importés en Bulgarie des huiles, graisses, cires et leur produits, pour une somme totale de 8.197.000 leva, dont 3.065.000 leva, soit 37,4 0/0, venant de France, etc.

Les rubriques sont classées ici, non par ordre d'importance absolue des différentes catégories, mais ordre décroissant selon la proportion du montant fourni par la France en 1911.

Part de la France dans les différentes importations

CATÉGORIES	0/0 en 1911	0/0 en 1920
Huiles, graisses, etc.....	37,4	24,7
Peaux et produits	33,5	43,9
Boissons spiritueuses.....	33,0	89,7
Fruits, légumes, etc	30,9	0,1
Engrais et déchets	23,5	17,0
Parfumerie.....	22,1	12,5
Machines, instruments, etc.....	17,9	5,3
Médicaments, etc.....	16,5	28,8
Tanins, couleurs, etc	12,2	6,6
Articles de littérature, etc	10,6	19,0
Conserves et confitures.....	10,1	10,7
Quincaillerie, etc.....	10,0	12,3
Pierres, terres, etc.....	8,5	1,9
Wagons, voitures, etc.....	7,7	13,6
Métaux et produits	6,4	2,1
Textiles et produits.....	5,7	3,2
Produits chimiques.....	4,8	10,3
Denrées coloniales.....	4,6	5,2
Caoutchouc, etc	3,7	34,0
Bois et produits	2,0	37,3
Papeterie	1,8	2,5
Céréales et produits	1,5	24,3
Produits alimentaires d'animaux.....	0,8	0,6
Résines, etc	0,8	0,8
Articles non dénommés	64,5	25,1

**Part de la France dans les différentes
exportations**

CATÉGORIES	o/o en 1911	o/o en 1920
Peaux de chevreaux, brutes.....	43,7	48,1
Essence de roses.....	33,7	61,4
Peaux de chèvres, brutes.....	17,4	67,7
Foin; paille, etc.....	12,4	?
Haricots secs.....	11,5	?
Colza.....	8,4	?
Froment.....	7,2	—
Mais.....	5,9	6,1
Œufs.....	2,3	23,9
Orge.....	1,6	—
Seigle.....	1,1	—
Son.....	0,9	—
Peaux d'agneaux, brutes.....	0,8	10,8
Cocons de vers à soie.....	0,2	—
Articles non dénommés.....	11,4	4,1

Actuellement, la Bulgarie, gênée par un change très défavorable, n'importe guère que les produits nécessaires à la consommation journalière ; mais elle a besoin de machines de toutes sortes pour son industrie, ses mines et son agriculture. Les travaux publics, notamment, font appel aux importations étrangères.

Nul doute que, pendant les années qui vont suivre, les importations, favorisées par un change amélioré, ne s'accroissent ; nous avons vu que l'Autriche et l'Allemagne ont perdu le rang qu'elles occupaient, en grande partie au profit de l'Italie. L'Angleterre

déploie une très vive activité en Bulgarie, ainsi que les Etats-Unis, mais ils sont gênés par leur change élevé ; à ce point de vue, la France possède un avantage incontestable sur ces deux concurrents, et doit en profiter.

Quant aux exportations, les produits bulgares, dont la valeur en général est peu élevée par rapport à leur poids, ne trouvent pas un très grand débouché en France ; il y a pourtant certains articles (l'essence de roses, et les peaux brutes, notamment) dont la France achète la moitié, parfois les deux tiers de la production annuelle exportable.

Jusqu'à la guerre européenne, le commerce extérieur de la Bulgarie n'était soumis à aucun régime spécial de restrictions. Le tarif douanier n'avait de caractère de prohibition vis-à-vis d'aucune marchandise.

La Bulgarie, par l'effet du Traité de Berlin, s'était trouvée complètement ouverte aux marchandises de l'Europe occidentale, auxquelles s'appliquait seulement un droit d'entrée de 8 o/o *ad valorem*. Elle n'était libre de régler ses rapports commerciaux à sa convenance, seulement qu'avec la Turquie, la Serbie et la Roumanie.

Mais, désirant se protéger contre l'industrie étrangère, et développer la sienne, elle manœuvra très habilement pour obtenir de s'émanciper des obliga-

tions du Traité de Berlin. En 1889, l'Angleterre accepta que les marchandises importées par elle ne fussent plus estimées d'après les prix fixés en 1862 qui servaient alors de base, mais d'après les cours réels du marché. Cela fut accepté dans la suite par les autres Etats.

Le Gouvernement bulgare ne s'arrêta pas là. En 1894, il porta les droits d'entrée de 8 à 10 o/o, puis à 14 1/2 o/o en 1897.

Après différentes atténuations au tarif *ad valorem*, la Bulgarie réussit à introduire le tarif douanier spécifique en 1905.

Ce tarif, plus précis que le précédent, élevait cependant d'une manière assez sensible les droits portant sur les importations. Il fut accompagné d'ailleurs par un ralentissement passager du commerce en 1906.

Le 13 janvier 1906, un traité de commerce et de navigation fut signé sur cette base entre la France et la Bulgarie par lequel elles s'accordaient mutuellement le régime de la nation la plus favorisée. C'est celui qui était encore en vigueur au moment de la déclaration de guerre.

Jusqu'en 1915, le commerce extérieur continua d'être libre. Mais, après la deuxième année de guerre, par suite de la diminution de la production et de l'accroissement des prestations exigées par l'Alle-

magne, commencèrent à être introduites des restrictions, notamment dans l'exportation des produits agricoles. Vers la fin de la guerre, fut édictée une interdiction presque générale d'exporter aucun produit du pays, et toutes les exportations furent placées sous le contrôle de la Direction du Ravitaillement.

En même temps, les importations, demeurées jusqu'alors entièrement libres, furent limitées et les articles de luxe, notamment, furent prohibés.

En ce qui concerne la réglementation présente, nous extrayons les lignes suivantes, relatives aux exportations, du très intéressant exposé de M. Wlakhoff, secrétaire de la Chambre de commerce de Varna :

« La Direction des Soins Economiques et de la Prévoyance Sociale continue toujours à délivrer des permis d'importations et d'exportations, comme elle continue aussi à régler les litiges surgissant éventuellement du fait de ces autorisations.

L'état actuel du commerce en Bulgarie est le suivant : Les marchandises dont l'importation est libre en vertu des listes publiées par la même Direction peuvent être importées sans autorisation préalable ; elles sont payées en monnaies étrangères, achetées sur le marché, ou prises à crédit ; le cours de la monnaie est fixé par la Centrale des Devises, qui, généralement, la compte à un taux inférieur à celui du marché ; les négociants présentent, pour les produits importés, des factures délivrées par

le producteur ou par le négociant étranger, dans ce dernier cas sur la base d'autres factures délivrées par le producteur même et visées par les Chambres de commerce respectives, ou, à leur défaut, par les établissements officiels du lieu où elles sont délivrées. Quant à l'importation, en particulier, de marchandises de Constantinople de provenance étrangère, la Direction l'interdit purement et simplement (pour éviter les nombreuses reventes). » (1).

Ces mesures sont prises pour éviter la majoration des factures, pratiquée actuellement par presque tous les importateurs de marchandises. On considère donc comme nécessaire que l'Etat continue pendant longtemps ce contrôle.

Les organes chargés du visa des factures de marchandises importées doivent être bien renseignés sur l'état du marché dans les pays dont les marchandises sont importées. Or ces renseignements manquent souvent aux organes en question, et, dans ces conditions, les Chambres de commerce peuvent difficilement rectifier les prix, comme elles en ont le droit.

On a tenté d'appliquer, mais en vain, diverses autres mesures pour éviter les fraudes :

« La décision de faire établir, pour les monnaies étrangères, par la Centrale des Devises, lors du visa des factures, des taux de cours inférieurs à

1. D. Wlakhoff, *la Situation économique de la Bulgarie*, p. 51.

ceux du marché, taux qui sont parfois de 50 0/0 plus bas, ne donne pas le résultat désiré : C'est un prétexte pour les importateurs de majorer leurs factures » (1).

Ce système ne peut évidemment fonctionner :

1° Que si la Centrale tient compte des cours exacts ;

2° Que si l'Etat organise un service de représentants à l'étranger, dépendant soit de la Direction des Soins économiques, soit des représentations commerciales du Ministère des Affaires étrangères ou des chambres de commerce et d'industrie. Ces représentants viseraient les factures et fourniraient des renseignements réguliers sur l'état du marché du pays étranger où ils seraient.

En ce qui concerne plus spécialement les céréales, leur exportation est monopolisée par l'Etat et confiée à un Consortium. Nous verrons plus loin que les résultats obtenus jusqu'à ce jour par ce Consortium sont loin d'être satisfaisants, et que sa suppression est envisagée.

Par le Traité de Neuilly (Partie IX, section I), la Bulgarie accorde aux Etats alliés et associés signataires du traité le régime de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne les droits de douane et impôts intérieurs, ainsi que les prohibitions portant sur telle ou telle marchandise.

1. D. Wlakhoff, *op. cit.*, p. 53.

Elle s'interdit également tous moyens indirects (réglementation ou procédure douanière, méthodes de vérification ou d'analyse, conditions de paiement des droits, méthodes de classification ou d'interprétation des tarifs, exercice de monopoles) qui tendraient à créer une différence aux dépens du commerce de l'un quelconque des Etats alliés ou associés.

Quant aux tarifs, ils ne doivent pas être, pendant un an à dater de la mise en vigueur du Traité de Neuilly, plus élevés que ceux pratiqués en 1914. Ce délai expire au mois d'août 1921. A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ignorons encore quelles seront les conditions du nouveau tarif.

Il est à noter encore que le paiement au taux de l'or des taxes douanières s'effectue selon un taux de conversion fixé périodiquement par la Commission des réparations (actuellement 9 : 1).

Le *Journal officiel* a publié successivement les 19 décembre 1920, 15, 22 et 26 janvier, 12 et 31 mars, 4 juin 1921 les listes de produits autorisés ou interdits, soit à l'exportation, soit à l'importation, ainsi que les droits applicables à ces diverses catégories de marchandises.

Les modifications apportées successivement par cette réglementation tendent à rétablir peu à peu la liberté du commerce, et à restreindre le nombre des objets interdits par suite d'une classification un peu arbitraire parmi les articles de luxe.

LES VOIES DE COMMUNICATIONS

La Bulgarie communique avec l'étranger au moyen de trois grandes voies : La Mer Noire, le Danube et la voie de terre.

Voici dans quelles proportions le commerce extérieur bulgare a utilisé ces voies, pendant les trois années qui précédèrent les guerres balkaniques.

Importations

	1910 o/o	1911 o/o	1912 o/o
Mer Noire	41,47	42,81	42,35
Danube	25,45	23,13	25,57
Voie de terre.....	33,08	34,06	32,08
	100,00	100,00	100,00

Exportations			
Mer Noire	41,96	49,04	46,21
Danube.....	27,27	29,10	31,15
Voie de terre.....	30,77	21,86	22,64
	100,00	100,00	100,00

Le Danube est le lien naturel de la Bulgarie avec les Etats de l'Europe centrale.

Lorsque une ligne de chemins de fer fut établie, en 1887, unissant Varna à Roustchouk, le Danube servit à faire pénétrer plus avant dans le pays les marchandises importées par la Mer Noire ; mais dès que, quelques années plus tard, une ligne directe eut uni Varna à Sofia, il fut délaissé par le commerce occidental.

La voie de mer, au contraire, présente pour nous un intérêt beaucoup plus immédiat : C'est, en effet, à présent comme avant la guerre, la voie la moins coûteuse d'accès à la Bulgarie, et c'est, pour le moment du moins, la plus rapide.

Le mouvement des ports bulgares sur la Mer Noire fut le suivant en 1911 :

	Tonnage des navires arrivés
Varna.	1.053.000
Bourgas.	819.300
Baltchik.	143.200
Kavarna.	56.000
Anhialo.	29.800
Sozopol.	28.600
Messembria.	27.700

Presque tout le trafic s'effectue donc par les deux premiers ports. On sait que la Bulgarie est divisée par la Chaîne des Balkans qui la traverse entièrement de l'ouest à l'est. Deux ports au moins étaient donc nécessaires, Varna centralisant tout le trafic de

la région du nord et de Sofia, et Bourgas étant, à défaut de Dédéagatch, la meilleure voie d'accès à la mer de la Bulgarie du nord : Ces deux ports concentrent d'ailleurs toute l'activité de la navigation internationale, et les autres ne vivent à peu près exclusivement que du cabotage.

Pendant l'année qui a précédé la guerre, le trafic de ces deux ports, en tonnes, a été comme suit :

	Importations	Exportations
Varna.....	164.518	302.333
Bourgas.....	143.113	246.145

La marine marchande bulgare est peu importante. Elle se consacre surtout au cabotage. Son rôle dans les rapports avec l'étranger est insignifiant. C'est ce qui explique les directives que la Bulgarie s'est imposées dans sa conduite vis-à-vis des navires étrangers : D'une part, les taxes perçues sur le tonnage sont peu élevées, afin de permettre aux navires chargés d'une faible cargaison de faire cependant escale ; d'autre part, des subventions annuelles ont été accordées à des compagnies de navigation étrangères, sous condition d'assurer un service régulier (en 1901, à la Deutsche Levante Linie ; en 1903, à la Compagnie Fraissinet).

Voici quel a été le mouvement total de la navigation, en 1911, d'après le pavillon :

	Nombre de navires	Tonnage
Austro-hongrois.....	8.486	2.501.000
Grec.....	838	473.300
Bulgare.....	4.002	384.000
Anglais.....	229	381.000
Russe.....	1.922	356.000
Roumain.....	1.289	328.000
Allemand.....	128	184.800
Français.....	83	129.000
Turc.....	1.736	66.000
Hollandais.....	33	58.400
Italien.....	41	52.500
Belge.....	16	26.200

Il est à noter que dans ces chiffres est compris le cabotage sur le Danube : C'est pourquoi le pavillon austro-hongrois est à ce point prépondérant.

Actuellement, le transport de marchandises de Marseille à Varnas s'effectue sans transbordement, avec 5 ou 6 escales en cours de route, en trois ou quatre semaines. La Compagnie Fraissinet organise un départ, parfois deux, chaque mois, et l'International Freighting Corporation (Furness Line) fait partir mensuellement deux navires, à dates fixes, pour les principaux ports du Proche-Orient.

Une autre voie maritime existe, via Le Havre, suivie par la Marine Marchande de l'Etat, dont les navires font le parcours une fois par mois environ : Le transport, plus long par cette voie, est d'un prix de revient moins élevé.

Le chemin de fer emprunte la route suivante :

Modane-Postumia (Adelsberg)-Zagreb-Vinkovitz-Belgrade-Nisch-Sofia.

La voie de terre qui, dans les circonstances normales, est la plus rapide et la plus sûre, n'est guère recommandable actuellement : La traversée des frontières est difficile, des transbordements sont souvent obligatoires, les risques sont plus grands de dégradation et de pillage ; enfin, en raison de tous ces obstacles, le parcours ne s'effectue pas en moins de cinq ou six semaines.

Il ne nous est naturellement pas possible de reproduire ici tout un barème de tarifs nécessairement fort compliqués et soumis à des variations fréquentes. Il nous paraît cependant intéressant de donner, à titre de comparaison, une idée approximative des coûts respectifs des transports par l'une et l'autre voie : Pour les articles dits de première série (bonneterie, modes, articles de Paris, etc.), les sociétés de transports demandent, pour l'expédition par chemins de fer, de Paris à Sofia, 120 francs environ les 100 kilogs, prix soumis à de grandes fluctuations, par suite du change très mobile des pays de transit. L'assurance par voie de fer est d'environ 1 0/0 de la valeur des marchandises, garantissant contre tous risques, y compris le vol, la guerre, etc.

Par voie de mer, les articles de même catégorie ne paient approximativement que 50 francs les 100 ki-

logs, pour être expédiés à Varna, par Marseille ; via Le Havre, le prix du transport ne dépasse pas 30 francs.

Quant à l'assurance maritime, elle est environ de 1 1/2 0/0 de la valeur des marchandises.

Les tarifs pour le parcours en sens inverse peuvent présenter une certaine différence, le frêt se fixant toujours au port d'embarquement.

Le réseau ferré en Bulgarie n'est pas encore très développé. Sa densité, pour 100 kilomètres carrés, n'était à la fin de 1911 que de 2,0 ; pour 10.000 habitants, de 4,6 seulement, tandis que les chiffres correspondants s'élèvent, pour la France, respectivement à 9,3 et 12,8.

Les voies ferrées ont cependant joué un rôle primordial dans le développement de l'activité économique bulgare.

Ce qui caractérise ce réseau, c'est que, dès la construction des premières lignes, un plan d'ensemble fut établi et suivi par le Gouvernement bulgare, qui, par une loi de 1885, s'était assuré le monopole de l'exploitation des chemins de fer.

Seule, une ligne, appartenant à la Compagnie des Chemins de fer orientaux, restait entre les mains d'une société privée, en conséquence du traité passé avec la Turquie. La Bulgarie avait essayé de lutter contre cette Compagnie, en entreprenant la construc-

tion d'une ligne parallèle, de Sarambey à Nova-Zagora, mais une crise financière obligea d'interrompre les travaux, et la Bulgarie fut même réduite à céder à la Compagnie en question, contre le paiement d'une annuité, le tronçon achevé Tchirpan-Nova Zagora.

La Bulgarie racheta enfin l'ensemble de la ligne, en 1908, dès la proclamation de son indépendance politique.

La Bulgarie fut obligée par le Traité de Berlin de construire la ligne de jonction Tsaribrod-Bélovo, faisant partie de l'artère internationale qui relie Constantinople à l'Occident, ainsi que la ligne centrale Sofia-Pleven-Gorna Oréhovitsa-Varna, nécessaire aux intérêts économiques de l'Europe.

C'est là une des raisons pour lesquelles la construction des chemins de fer fut monopolisée.

D'autre part, le Gouvernement bulgare s'était rendu compte de l'intérêt qu'il y avait à construire le réseau selon un plan méthodique, visant plus à favoriser le développement de la vie économique du pays qu'à s'assurer des revenus immédiats et de bons résultats financiers.

Autour des deux artères principales, d'une part la ligne qui joint Sofia à l'Occident et à Constantinople, la ligne de Sofia à Varna d'autre part, se sont greffées diverses lignes : Celles reliant la Mer Noire à la voie ferrée de la Bulgarie du Sud, et le Danube

à la ligne centrale, celle se dirigeant de Sofia vers la Macédoine sont autant de réalisations successives de projets appartenant au programme général.

Ce programme, établi définitivement en 1894, et dont l'exécution fut interrompue en 1912 par les guerres balkaniques, a cependant déjà été réalisé en grande partie : Vers la fin de 1912, la Bulgarie possédait un réseau de 1.948 kilomètres de lignes à voie normale. De 1912 à 1920, le réseau a passé de 1.948 kilomètres à 2.222 kilomètres, augmentation due surtout à l'achèvement de lignes déjà en cours de construction. Près de 400 kilomètres de lignes à voie étroite ont été construits en outre pendant la guerre, mais ces lignes, établies par les soins de l'autorité militaire, et pour les besoins de la guerre, ne répondent guère aux exigences du trafic commercial.

La construction de différentes lignes, tant à voie normale qu'à voie étroite, a été reprise depuis l'année dernière: la ligne Sarambey-Lidjane-Névrokop, avec embranchements vers Batak et la forêt de Tchetchlovo appartenant au domaine de l'Etat, servira surtout à l'exploitation des forêts de cette région, de même que la nouvelle ligne Sindel-Gebech-Genichada, et la voie étroite Orlitsa-Elechnitsa.

La construction de la partie bulgare de la ligne à voie étroite de 76 centimètres Rakovski-Ilaskovo-Porto Lagos, du projet de 1913, a été entreprise.

On est également sur le point d'achever la cons-

truction des chemins de fer Pleven-Somovit, et Tcherven Breg-Bela Slatina-Rahovo.

D'autres lignes encore sont à l'étude : notamment la ligne transbalkanique de l'est, Choumen-Karnobat, dont les travaux avaient été commencés avant la guerre.

Enfin, sera entreprise, dès que la situation financière le permettra, la construction des lignes Pleven-Lovetch-Sevlievo-Gabrovo, Plovdiv-Karlovo, ainsi que de la ligne Sud balkanique reliant par voie directe la capitale avec Sliven et Bourgas et desservant les petites villes situées sur le versant sud des Balkans.

Il est intéressant de noter que la politique des chemins de fer, suivie jusqu'à ce jour par l'Etat, a été modifiée récemment : le droit exclusif d'exploitation des voies ferrées, réservé à l'Etat bulgare par la loi de 1885, peut désormais être cédé à des sociétés privées. La nouvelle réglementation, qui a pris pour modèle la loi française sur les chemins de fer d'intérêt local, prévoit que le droit de construire des voies ferrées peut être concédé non seulement aux conseils généraux et aux communes, mais encore à des particuliers.

La loi accorde des avantages aux cessionnaires : jouissance gratuite des terrains concédés, affranchissement de l'impôt sur les matériaux de construction employés, transport à prix réduit de ces matériaux,

droit d'émettre des obligations, de percevoir des taxes, etc.

Les résultats obtenus jusqu'à ce jour par l'Etat exploitant ne sont pas faits, il est vrai, pour encourager de pareilles tentatives de la part de sociétés privées. Voici, en effet, quels ont été ces résultats pour les dix dernières années normales :

ANNÉES	Longueur du réseau (en kilom.)	Capital engagé (en leva)	Bénéfice sur 100 leva capital	Coefficient de l'exploitation
1902	1 176	164.951.932	1,33	71,32
1903	1.176	165.927.344	1,57	69,20
1904	1.176	169.532.277	2,31	65,18
1905	1.176	178.412.913	2,22	65,99
1906	1.176	183.700.484	2,58	61,45
1907	1.200	186.406.707	0,79	89,98
1908	1.589	235.067.224	0,99	86,13
1909	1.692	250.473.132	2,45	69,96
1910	1.894	280.250.818	2,71	68,61
1911	1.931	293.055.509	3,56	62,97

Ainsi, la Bulgarie n'a perçu, comme bénéfice d'exploitation moyen, pendant ces dix années, que 2 à 3 o/o du capital engagé, alors qu'elle avait dû contracter des emprunts, émis au-dessous du pair, pour lesquels l'intérêt effectif payé était de 7 o/o environ.

Seul, un Etat peut se permettre une exploitation aussi onéreuse, envisagée surtout du point de vue de l'intérêt général. C'est ainsi que les barèmes kilométriques pour les transports par chemins de fer sont établis sur une base dégressive, de manière à favoriser les points les plus éloignés du territoire, et à faciliter

l'accès des ports aux produits destinés à l'exportation.

Nous avons dit, quelques pages plus haut, que la continuation de la partie située en territoire bulgare de la ligne Rakovski-Haskovo-Porto Lagos avait été commencée.

L'opportunité de ce projet, datant de l'époque où le traité de Bucarest avait donné à la Bulgarie une partie de la Thrace en bordure de la mer Egée, n'existe plus, depuis que le traité de Neuilly a retiré à la Bulgarie la Thrace occidentale ; mais la portion bulgare de la ligne projetée, dont le point extrême sera Mastanli, aura une grande influence sur la production et la fabrication du tabac, qui est le principal produit agricole de la région desservie.

D'ailleurs, par l'article 48 du traité de Neuilly, « les principales Puissances alliées et associées s'engagent à ce que la liberté des débouchés économiques de la Bulgarie sur la mer Egée soit garantie ».

Un accord, dit « traité de la Thrace », signé à la suite du traité de Sèvres, confirme la cession de la Thrace à la Grèce, et règle en même temps les conditions dans lesquelles la Bulgarie obtiendra un accès à la mer, à travers le nouveau territoire grec.

On conçoit l'énorme avantage qui résulterait pour les relations franco-bulgares d'une telle porte ouverte sur la mer Egée, permettant de raccourcir le parcours

par mer, évitant le passage des Détroits, et les tempêtes fréquentes en hiver sur la mer Noire, facilitant ainsi la concurrence avec de plus appréciables chances de succès vis-à-vis des Empires centraux sur le marché économique bulgare.

Mais il est à craindre que la mise en exécution du traité de la Thrace ne rencontre des difficultés presque insurmontables.

L'hostilité tant politique qu'économique de la Bulgarie et de la Grèce est trop accentuée, pour que les deux pays consentent à se faire des concessions quelconques : la Grèce consentira-t-elle jamais à construire une ligne de chemins de fer et à aménager un port dont elle n'aurait que faire ? La Bulgarie voudra-t-elle engager de telles dépenses sur un territoire qu'elle n'a plus de chances de reconquérir ?

La question n'est sans doute pas près d'être tranchée.

LE CRÉDIT ET LES BANQUES

Ainsi que dans les autres branches de son activité économique, on constate, en ce qui concerne le crédit de la Bulgarie, un accroissement remarquablement rapide.

Le tableau suivant donne les chiffres les plus caractéristiques du développement des banques bulgares, jusqu'à la dernière année précédant les guerres balkaniques : On y verra que, pendant qu'en 1887 la Bulgarie ne comptait que trois petites banques de commerce et deux banques d'Etat, disposant d'un capital versé de 26,4 millions de leva, en 1911 nous trouvons 51 banques, disposant d'un capital versé et de réserves d'un montant de 111 millions de leva.

Les opérations de banque ont monté, au cours de cette période de vingt-quatre ans, de 225,7 millions de leva à 10.857 millions de leva, augmentant donc de 50 fois environ.

	En millions de leva			
	1887	1900	1905	1911
<i>Banques d'Etat.</i>				
Nombre.....	2	2	2	3
Capital.....	23,4	45,3	50,0	71,0
Portefeuille.....	37,0 (1)	95,7	153,0	188,4
Compte-courants.....	42,0 (1)	245,0	298,0	871,5
Opérations.....	225,7 (1)	2.013,4	3.286,6	7.346,6
<i>Banques privées.</i>				
Nombre.....	3	27	34	58
Capital (2).....	3,0	10,0	20,0	40,0
Portefeuille (2).....	?	14,0	15,0	116,7
Compte courants (2).....	?	4,9	7,8	92,0
Opérations (2).....	?	140,0	300,0	3 510,0

Nous ne possédons pas les renseignements permettant de compléter ce tableau pour les années de l'après-guerre ; les quelques chiffres que nous citerons cependant au cours de ce chapitre donneront une idée de l'extension du commerce de banque bulgare pendant la période qui s'étend de 1912 à 1920.

La Banque Nationale de Bulgarie est la banque d'émission de l'Etat bulgare. Malgré les tentatives qui furent faites pour la transformer en société par actions, elle est restée une institution purement nationale.

Fondée en 1879, elle fut dotée par l'Etat d'un capi-

1. Non compris la Banque agricole qui n'existait alors que sous la forme de caisses agricoles.

2. Les chiffres pour les trois premières années sont approximatifs.

tal de 2 millions de leva, qui fut porté à 10 millions en 1885. En même temps, la banque recevait le droit d'émettre des billets de banque jusqu'à concurrence d'une somme trois fois supérieure à l'encaisse. Cette faculté fut interprétée très largement, puisque, bientôt, on comprit dans l'encaisse, non seulement le stock d'or déposé dans les caves de la banque, mais encore toutes ses créances sur les banques à l'étranger.

Elle se consacra tout d'abord plus particulièrement au crédit foncier ; ce n'est qu'à partir de 1895 environ que l'émission et l'escompte prirent une place importante dans son activité. L'importance du rôle qu'elle a joué est indiscutable, tant à cause des prêts hypothécaires qu'elle a accordés aux villes et aux particuliers, qu'à cause des avances au commerce et à l'Etat lui-même.

Ses opérations pendant la guerre sont peu connues. D'après M. Iaranoff (1), elle aurait versé à l'Etat, en billets de banque, plus de 1.200 millions de leva, et l'Etat aurait remboursé une partie de cette somme en déposant dans les banques allemandes le solde des avances obtenues en Allemagne pour le paiement des fournitures faites à l'étranger (approximativement 800 millions de francs ; ce sont ces dépôts qui auraient servi en partie comme

1. A. Iaranoff, *La Bulgarie économique* (Berne, 1919).

encaisse or pour l'émission des billets de banque, jusqu'à concurrence de la somme prêtée à l'Etat).

La Banque nationale a dû se livrer pendant la guerre à une émission énorme de papier-monnaie : La circulation fiduciaire qui était au 31 décembre 1914 de 226,6 millions de leva a augmenté sans cesse. Le 30 juin 1920, elle atteignait 3.406,5 millions de leva.

Voici quels étaient les principaux postes de son bilan au 14 juin 1921 :

Encaisse monétaire.	66 856 000 leva
Billets de banque étrangers.	4 513 000 —
Portefeuille sur l'étranger.	292 653 000 —
Actif chez des correspond. étrangers.	984 369 000 —
Circulation fiduciaire.	3 124 653 000 —
Avances à l'Etat.	3 060 992 000 —

La Banque Nationale de Bulgarie reprend peu à peu le cours normal de ses opérations d'avant-guerre, notamment les crédits aux commerçants ; elle fait des efforts en vue de transformer sa section hypothécaire en une banque hypothécaire indépendante, se consacrant exclusivement aux avances pour nouvelles constructions et à l'industrie.

La Banque agricole de Bulgarie est la deuxième Banque d'Etat : Elle provient de la transformation des caisses agricoles, fondées en 1862 par Midhat Pacha, gouverneur du vilayet du Danube. Ces caisses

avaient pour but de fournir du crédit à la population agricole et de la soustraire à l'exploitation des usuriers.

En 1895, les caisses agricoles, qui avaient fonctionné jusque-là comme des établissements autonomes, furent rendues solidaires et placées sous le contrôle de l'Etat.

Ce n'est qu'en 1903 que fut créée la Banque agricole de Bulgarie à laquelle furent rattachées les caisses agricoles qui en devinrent les succursales. Cette date marque le début réel du crédit agricole en Bulgarie.

La Banque agricole fait preuve d'une grande activité ; son capital était, en 1911, de 42.800.000 leva, au lieu de 22.200.000 en 1895.

Le crédit hypothécaire et le crédit warrant ne sont pas les seules opérations auxquelles se livrent cette banque : Elle s'occupe de fournitures de machines, engrais, et semences à la population agricole ; elle finance l'institution publique d'assurances contre la grêle ; elle a même accordé des crédits au commerce et à l'industrie.

La Banque Centrale Coopérative Bulgare est le troisième établissement de banque d'Etat. Elle est destinée à jouer le rôle de régulateur du crédit coopératif en Bulgarie.

Elle a été fondée en 1911 par la Banque Nationale

de Bulgarie et la Banque Agricole de Bulgarie, qui l'ont dotée chacune de 2.500.000 leva.

A côté des caisses agricoles s'étaient en effet fondées de nouvelles caisses du type Raiffeisen, basées sur la coopération, ainsi que des banques populaires. A la fin de 1911, on comptait 721 caisses de Raiffeisen, et 17 banques populaires.

Ces institutions nouvelles s'adressaient fréquemment aux deux banques d'Etat alors existantes, pour obtenir un renforcement de leur capital initial. C'est dans le but de les contrôler et de les grouper que fut fondée la Banque Centrale coopérative, qui s'occupe également de l'assurance de la récolte et du bétail.

Toutes les coopératives peuvent faire partie de cette banque d'Etat, à condition de souscrire des parts correspondant à leur capital.

Les dépôts de cette banque se sont élevés de 10 millions de leva, en 1915, à 81.800.000 leva à la fin de 1919.

Une loi sur la Banque Agricole, de décembre 1920, a transféré à cette dernière toutes les coopératives rurales, ne laissant à la Banque Centrale Coopérative que les banques populaires et les coopératives urbaines.

Les banques privées sont apparues assez tard.

Jusqu'en 1890, le crédit se trouvait en Bulgarie

dans une situation très primitive. C'est l'Exposition de Plovdiv (Philippopoli), en 1892, qui fut le point de départ d'un développement plus intense de ce crédit, accompagnant le développement économique général.

En 1894 et 1895, furent créées la Banque Bulgare de Commerce, la Banque de Commerce et d'Industrie, et divers autres établissements de crédit. Ce sont là des banques purement bulgares.

Ce n'est qu'en 1901 qu'apparaît en Bulgarie la première banque importante, par actions, disposant d'un capital étranger : la Banque de Commerce ; celle-ci donna naissance en 1905 à la Banque Générale, fondée par la Banque de Paris et des Pays-Bas et par la Banque de Commerce de Budapest, avec la participation de dix capitalistes bulgares.

Puis apparaissent, de 1904 à 1906 : la Banque de Crédit ; puis la Banque Balkanique, fondée par la Banque de l'Union Parisienne, le Crédit Anversois, la Wiener Bankverein, et deux capitalistes bulgares ; enfin, en troisième lieu, la Loterie de Sofia.

En 1911 et 1912, se fondent de nombreuses banques étrangères ; pour ne citer que les principales, ce sont : le Crédit Franco-Bulgare, la Banque Commerciale et Foncière des Balkans, la Banque Bulgaro-Américaine, la Banque Hongroise et Bulgare.

Nous constatons par cette simple énumération qu'il existe en Bulgarie un assez grand nombre de

banques fondées avec des participations étrangères ; ce sont les capitaux français qui y tiennent la première place.

Le nombre des banques privées, ainsi que leur capital et le montant de leurs dépôts, s'est considérablement accru pendant la guerre. L'émission de papier-monnaie et la hausse des prix ont provoqué une grande augmentation des dépôts, et une spéculation effrénée sur les valeurs.

Les anciennes banques par actions ont dû faire de nouvelles émissions. Des banques nouvelles se sont créées en grand nombre.

A la fin de 1919, le nombre des banques par actions, qui était de 58 en 1911, et de 70 en 1917, a atteint 158, dont 31 n'ayant pas encore un an d'existence.

Il est à remarquer que la plupart des banques nouvellement fondées tendent à s'occuper plutôt de commerce que d'opérations de banque proprement dites.

Diverses lois, émanées du Gouvernement actuel, et notamment la loi sur le commerce des céréales, dont l'exportation est monopolisée au profit des syndicats agricoles, en excluant les commerçants, ont provoqué une crise qui s'est traduite, dans le courant de 1920, par des retraits de dépôts assez importants et une élévation du taux de l'intérêt à 9 o/o l'an, plus une commission de 1 o/o par mois.

LA DETTE PUBLIQUE

Outre l'utilité qu'il y a, pour tout créancier éventuel, de connaître l'étendue et les éléments du passif de son débiteur, l'examen de la Dette publique bulgare présente pour les Français un intérêt tout particulier ; une partie de cette dette (importante, du moins en ce qui concerne les emprunts 1902, 1904, 1907), se trouve en effet entre les mains de porteurs français ; on l'évalue à 350 millions de leva environ.

Nous aborderons donc cette étude à un quadruple point de vue :

- 1° Vue d'ensemble sur la Dette ;
- 2° Garanties affectées aux différents emprunts, principalement à ceux placés en France ;
- 3° Manière dont le service de la Dette, interrompu par le fait de la guerre, a été repris à l'issue de celle-ci ;
- 4° Garanties éventuelles d'emprunts futurs.

Voici quelle était à la fin de l'année 1920, la situation de la Dette publique bulgare, d'après l'exposé fait devant le Sobranié, le 26 février 1921, par

M. Marco Turlakoff, ministre des Finances, à l'occasion du dépôt du projet de budget pour l'exercice 1921-1922 :

I. — DETTE EXTÉRIEURE

1^o Consolidée (en francs or)

Emprunt 6 o/o 1892.	40.482.000	
— 5 o/o 1902.	92.540.000	
— 5 o/o 1904.	89.367.500	
— 4 1/2 o/o 1907.	136.550.000	
— 4 3/4 o/o 1909.	80.031.996	
— 4 1/2 o/o 1909.	92.350.000	
Dettes d'occupation de l'ancienne Roumélie orientale.	17.194.276	
Dettes en exécution du traité de Paix.	<u>2.250.000.000</u>	2.798.515.772

2^o Flottante et à long terme (en francs or)

a) Banque de Paris et des Pays-Bas :

Avances sur bons du Trésor 1912-13	{ 39.500.000
	{ 35.000.000

Intérêts à 8 o/o :

du 15-11-13 au 31-12-20.	{ 41.942.000
du 18-12-13 au 31-12-20	{

b) Disconto-Gesellschaft :

Avance sur l'emprunt 1914 de cinq cent millions.	120.000.000
Int. du 31-1-19 au 31-1-21.	14.000.000
Avance sur la deuxième option de l'emprunt 1914	150.000.000
Int. du 1-7-19 au 1-1-21.	13.500.000

c) Dette en francs or envers la Compagnie des chemins de fer orientaux pour le rachat du droit d'exploitation du chemin de fer Svilengrad-Dédéagatch.

24.967.047

438.909.047

Total de la Dette extérieure (en francs or) 3.237.424.819

II. — DETTE INTÉRIEURE

1° Consolidée (en leva)

Emprunt 1914 6 o/o (pour le paiement des réquisitions de la guerre balkanique)	<u>81.872.700</u>	81.872.700
--	-------------------	------------

2° Non consolidée (en leva)

a) Banque agricole de Bulgarie : (Construction de bains minéraux et autres travaux)	6.592.707	
b) Banque nationale de Bulgarie :		
α) Déficits budgétaires 1912-1919.	2.823.406.201	
β) Remboursements de bons du Trésor intérieurs.	310.821.000	
c) Banque centrale coopérative et diverses autres :	<u>87.375.000</u>	
		<u>3.228.194.908</u>
Total de la dette intérieure (en leva). . .		<u><u>3.310.067.608</u></u>

N. B. — Dans cette dette ne sont pas compris :

1° Les réquisitions de guerre qui ne sont pas encore réglées.

2° 180 à 200 millions de leva, annuellement, pour les pensions aux invalides de guerre.

La dette publique bulgare a une origine relativement récente : Jusqu'en 1887, l'économie nationale de la principauté est fort peu développée ; c'est un pays agricole et de petite industrie, à besoins fort limités ; le budget, n'ayant à faire face à aucune grosse dépense de services publics, ni d'armements, présente à plusieurs reprises des excédents.

Mais la situation doit bientôt se modifier : L'union de la Roumélie orientale à la Bulgarie, et la guerre de 1885, donnent une grande impulsion à la jeune principauté, et nécessitent un développement rapide de son budget. Les dépenses d'armements s'accroissent énormément ; le programme de réformes sociales et de travaux publics de Stambouloff exige des capitaux considérables, que le budget ordinaire, non plus que l'épargne nationale, ne sont en mesure de fournir : Il faut recourir aux emprunts à l'étranger.

Le premier emprunt, 6 o/o, émis au pair, d'un montant nominal de 46.777.500 leva, conclu en 1886, en vue du rachat de la voie ferrée de Roustchouk à Varna, et réalisé en 1888, a été converti ; il en est de même du second (30 millions de leva, 6 o/o, émis au-dessous de pair), qui, conclu expressément pour la construction de voies ferrées, en 1889, avait été employé en fait à des dépenses d'armements.

Ces deux emprunts ne comportaient aucune garantie spéciale.

Le troisième emprunt fut contracté en 1892, à Vienne, en vue de la construction de différents chemins de fer et de ports : D'un montant nominal de 142.780.000 leva, émis à 6 o/o et au-dessous du pair, il comportait un certain nombre de prises ferme et d'options, qui s'échelonnèrent de 1892 à 1902, jusqu'à concurrence d'un montant global de 124 mil-

lions 962.500 leva (la dernière option ne fut en effet réalisée qu'en partie). Sa garantie consiste en une hypothèque de premier rang sur les lignes de chemins de fer Kaspitchan-Sofia-Kustendil, et Roustchouk-Varna, ainsi que sur les ports de Varna et de Bourgas.

Les porteurs de titres sont autorisés (et la Banque Impériale Royale Privilégiée des Pays Autrichiens s'est réservée le droit d'agir directement en leur nom et pour leur compte), au cas d'un retard de six mois dans le paiement des coupons et le remboursement des titres amortis, à prendre en mains l'exploitation des dites lignes et des ports ; au cas où le gouvernement bulgare ne s'exécuterait pas pendant deux ans, les porteurs de titres, sans préjudice à leur recours contre le gouvernement en cas de perte, peuvent vendre leur gage, et en affecter le produit au paiement des coupons échus, au remboursement des titres amortis, et, s'il y a lieu, à l'amortissement du reste de l'emprunt.

Les deux emprunts émis en 1909, l'un d'un nominal de 82 millions de leva, 4 3/4 o/o, placé au pair, l'autre de 100 millions 4 1/2 o/o, placé au cours de 86, ne comportent d'autre garantie que les ressources générales du Royaume.

L'emprunt 4 1/2 o/o 1909 a été contracté en Autriche pour le paiement de dépenses de construction de voies ferrées et la liquidation de dettes

anciennes, par l'intermédiaire de la Wiener Bank Verein.

Quant à l'emprunt 4 3/4 o/o 1909, il n'a pas été placé dans le public. C'est une dette vis-à-vis de la Russie, pour le rachat du tribut de la Roumémie orientale. En exécution des diverses conventions conclues entre la Bulgarie, la Russie et la Turquie en 1909, la Bulgarie doit payer à l'Etat russe 75 annuités de 4.025.600 leva, représentant une dette de 82 millions de leva. Le gouvernement bulgare, par contre, n'a plus à payer le tribut de la Roumémie orientale à la Turquie.

Une partie de cette dette représente en outre le rachat des chemins de fer de Roumémie orientale. En 1908, en effet, la Bulgarie s'était emparée des lignes de chemin de fer concédées par la Turquie en Roumémie orientale à la Compagnie d'Exploitation des Chemins de Fer Orientaux. Puis, un arrangement est survenu, par lequel une indemnité de 42 millions devait être payée par la Bulgarie à la Turquie. Cette indemnité a été bloquée avec le tribut de la Roumémie, et le tout a passé à la Russie par la convention du 6/19 avril 1909 (Russie-Turquie-Bulgarie).

Les bons du Trésor 1912-1913 ont été placés dans le public par la Banque de Paris et des Pays-Bas. Ces bons doivent être remboursés sur la première opération financière à effectuer par la Bulgarie.

L'emprunt de 500.000.000 francs de 1914, émis pour consolider la dette flottante, avait d'abord été proposé à la France ; mais, l'accord n'ayant pu se conclure, la Bulgarie s'adressa à l'Allemagne. Le consortium de banques (à la tête duquel se trouvait la Discontogesellschaft) qui, immédiatement avant la guerre mondiale, avait pris en charge 120 millions de francs de traites du Trésor bulgare 7 o/o, échéant au 1^{er} août 1915, et qui, par là, s'était assuré l'option sur deux séries de 250 millions de francs de cet emprunt 5 o/o, a exercé son faculté sur la première série de cet emprunt le 1^{er} août 1915. Sur cette somme, les 120 millions de francs de bons du Trésor furent amortis (au cours de Mk 81,25 = 100 fr.).

Par l'exercice de cette faculté, le consortium s'était assuré, dans un délai de deux ans après l'émission de cette série, l'option sur la deuxième série de 250 millions de francs de l'emprunt, et en outre la participation à la construction de différents chemins de fer bulgares et à l'installation de ports.

Cet emprunt n'a pas été mis en souscription publique.

Il n'est pas à notre connaissance que la Commission des réparations ait fait usage de la faculté, qui lui était accordé par l'article 139 du traité de Neuilly, de se faire céder tous les droits, intérêts et titres de toute nature concédés relativement à cet emprunt.

Quant à la dette vis-à-vis de la Compagnie des

Chemins de Fer Orientaux, elle doit disparaître vraisemblablement du passif de la Bulgarie. Cette dette lui incombait en effet depuis 1913 par suite des acquisitions territoriales qu'elle avait faites aux dépens de la Turquie ; mais, le 15 janvier 1919, la Commission militaire interalliée de Contrôle des Chemins de fer ottomans, en exécution des conditions de l'armistice, a retiré au gouvernement bulgare l'exploitation de la ligne Dédéagatch-Svilengrad, pour la remettre, le 1^{er} septembre 1920, à la Compagnie des Chemins de fer orientaux.

Il est donc probable que cette dette, assumée par la Bulgarie pour le rachat du droit d'exploitation d'une ligne qui, depuis lors, à fait retour à la Compagnie cessionnaire, fera l'objet d'une revision et cessera d'être à la charge de la Bulgarie.

Nous arrivons maintenant aux stipulations des emprunts gagés contractés par l'intermédiaire de la Banque de Paris et des Pays-Bas, emprunts que nous avons réservés pour la fin, dans le but de les étudier plus attentivement, comme étant ceux auxquels la France est le plus directement intéressée ; au service de ces emprunts sont affectés des gages spéciaux, dont le dessaisissement et la remise entre les mains d'un délégué des porteurs constitue une garantie très sérieuse du service régulier de la dette.

D'une manière générale, les garanties affectées au

service d'un emprunt peuvent être de deux sortes : Ou bien l'emprunt est garanti par une simple affectation de recettes, ou bien par un gage réel.

Lorsqu'il y a simple affectation de recettes, le débiteur stipule que les ressources provenant de tel impôt déjà existant, ou à créer, seront destinées dorénavant à assurer le service de l'emprunt jusqu'à concurrence de l'annuité fixée. La garantie est ici évidemment plus morale qu'effective. Quels seraient, en effet, les moyens d'action du créancier, relativement au gage, le jour où son débiteur ne tiendrait plus sa promesse ?

Mais la situation est toute différente si un gage réel est donné par le débiteur. Cependant, dans ce cas encore, la garantie peut n'avoir que peu de valeur si elle ne remplit pas certaines conditions, en ce qui concerne :

- a) La suffisance du gage ;
- b) Le dessaisissement du débiteur ;
- c) Le caractère du contrat par lequel le gage est créé.

Le gage doit tout d'abord être suffisant : Les recettes affectées doivent être permanentes, et d'un caractère tel qu'aucune diminution ne soit à craindre pendant la période pour laquelle le gage est constitué ; une marge suffisante doit exister entre l'annuité à verser et le produit moyen de la recette affectée.

Le débiteur doit être dessaisi : les sommes pro-

venant du gage doivent être perçues directement par le ou les délégués des porteurs de titres de l'emprunt gagé.

Enfin, le gage peut présenter plus ou moins de sûreté pour le débiteur, selon qu'il résulte, ou bien de stipulations expresses introduites dans un traité international, confiant la nomination des délégués aux gouvernements eux-mêmes (tel le cas des Commissions de la Dette Egyptienne ou Grecque), ou bien d'un contrat à caractère international, résultant d'un échange de notes diplomatiques, avec nomination des délégués par les porteurs de titres (comme en Turquie), ou bien encore simplement d'un contrat privé, comme c'est le cas pour les emprunts bulgares 1902, 1904, 1907.

Le gage affecté aux trois emprunts bulgares sus-nommés est très suffisant : En 1911, le service des trois emprunts nécessitait 18.266.050 leva, et les recettes affectées se montaient à 28.595.603 leva.

Nous verrons que le dessaisissement est bien effectif.

Quant au contrat, il n'est sans doute que privé : C'est la plus juste critique qu'on puisse lui faire. Il n'en est pas moins vrai que la Bulgarie n'a pas manqué une seule fois, de 1902 à la rupture des relations diplomatiques avec l'Entente (octobre 1915), de verser les sommes nécessaires au service de ses emprunts.

L'emprunt 5 o/o 1902, émis pour la consolidation de la dette flottante, fut pris ferme au taux de 81,5 o/o, par la Banque de Paris et des Pays-Bas, pour un montant de 92 millions de leva, et par la Banque de l'Etat de Russie pour 14 millions de leva, soit au total 106 millions de leva.

D'après le contrat d'émission, le service (intérêts et amortissements) de cet emprunt est garanti :

1° Par le produit de l'impôt de consommation des tabacs, qui se perçoit par la vente des « banderoles », vignettes vendues par l'Etat aux fabricants de tabacs, et dont tous les paquets mis en vente doivent être revêtus.

2° Et, subsidiairement, par le produit de l'impôt dit « Mourourié », qui est un impôt sur la fabrication des tabacs.

Voici quelles sont les principales stipulations du contrat d'émission :

Tous les droits que comportent les titres de l'emprunt sont exercés, au nom et pour le compte des porteurs de titres, par un délégué désigné par la Banque de Paris et des Pays-Bas, et dont la nomination est notifiée au Gouvernement bulgare par l'entremise du Ministre de France à Sofia.

Un commissaire du Gouvernement bulgare, nommé auprès du délégué des porteurs de titres, sert d'intermédiaire entre lui et les autorités bulgares ; il a un droit de contrôle, à l'exclusion de tout

autre fonctionnaire bulgare sur les banderoles et la comptabilité.

Le Gouvernement s'est engagé à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité du local occupé par le délégué des porteurs de titres et la conservation des banderoles, valeurs, livres et papiers.

Tous documents relatifs à la gestion des gages doivent être signés par le délégué des porteurs de titres.

Le contrat prévoit que l'assiette et le mode de perception des impôts constituant le gage, ainsi qu'en général toutes les lois, règlements et autres dispositions concernant ces impôts et actuellement en vigueur ne peuvent être modifiés sans le consentement du délégué des porteurs de titres.

Les banderoles sont confectionnées sur du papier filigrané, acheté par les soins du délégué des porteurs de titres. Elles sont imprimées à l'étranger, d'accord avec la Banque de Paris et des Pays-Bas, sous le contrôle du Gouvernement bulgare, et adressées au délégué.

Arrivées à Sofia, les banderoles sont enfermées en présence du commissaire du Gouvernement et du délégué des porteurs, dans des caisses désignées par ce dernier. Celles-ci sont munies de deux serrures différentes, dont les clés restent, l'une en main du commissaire du Gouvernement, l'autre en celles du délégué des porteurs, et ne peuvent être ouvertes qu'en leur présence.

Les banderoles portent le millésime de l'année de leur fabrication. A partir du 1^{er} janvier de chaque année, aucune banderole portant le millésime de l'année écoulée ne peut plus être mise en vente.

A cet effet, les banderoles qui n'ont pas été vendues au Gouvernement le 31 décembre sont incinérées en présence des deux représentants.

Celles qui, à cette date, se trouvent encore entre les mains du Gouvernement sont incinérées de la même manière, après avoir été échangées contre des quantités, de valeur égale, de banderoles portant le millésime de la nouvelle année.

Le ministère des Finances se fait délivrer les banderoles, sur demande écrite adressée au délégué des porteurs, par quantités non inférieures à 100.000 leva. Il en verse, immédiatement à la livraison, la contre-valeur.

L'obligation d'achat cesse au moment où la somme nécessaire au service de la semestrialité se trouve entre les mains du délégué. Quant aux sommes provenant de la revente au détail des banderoles aux fabricants, elles rentrent directement dans les caisses de l'Etat.

Le contrat d'emprunt ne prévoit pas dans quelles conditions serait administrée la garantie subsidiaire du Mourourié, si elle devenait garantie principale.

En vue d'obtenir une amélioration des changes, l'Etat s'était interdit, pendant toute la durée de l'em-

prunt, toute modification aux lois régissant la circulation fiduciaire de la Banque Nationale de Bulgarie, ainsi que toute frappe nouvelle de monnaies d'argent, sans un accord préalable avec le délégué ; mais il est à noter que le contrat prévoit expressément que les stipulations relatives au régime monétaires seront suspendues en temps de guerre.

Dans le but d'assurer la régularité du service de l'emprunt, une réserve a été constituée entre les mains de la Banque de Paris et des Pays-Bas, et employée par cette banque à l'achat sur le marché, pour le compte de l'Etat bulgare, de rentes françaises, russes et allemandes, et de rentes du présent emprunt, devant rester en dépôt dans ses coffres.

La Banque de Paris et des Pays-Bas a la faculté, dans le cas où le montant intégral semestriel de l'emprunt ne serait pas en ses mains quinze jours avant l'échéance, d'opérer sur cette réserve, sans préavis ou mise en demeure, un prélèvement suffisant pour parfaire la différence.

Dans le cas où la réserve viendrait à être entamée, elle devrait être reconstituée immédiatement par le Gouvernement bulgare.

L'emprunt 5 o/o 1904, d'un montant nominal de 99.980.000 leva, fut émis pour l'acquittement de dettes flottantes, ainsi que pour le paiement de fournitures militaires, et l'exécution de voies ferrées.

Le service de cet emprunt est garanti :

1° Par le produit de l'impôt du timbre ;

2° Par le produit de l'impôt des banderoles de tabac resté libre entre les mains du délégué des porteurs de titres de l'emprunt 5 o/o 1902, après prélèvement des sommes nécessaires au service du dit emprunt ;

3° Subsidiairement, par le produit de l'impôt du Mourourié, après le même prélèvement.

L'administration des garanties affectées à l'emprunt 5 o/o 1904 est la même que pour l'emprunt 5 o/o 1902. Ces garanties sont gérées par le même délégué, qui délivre contre espèces au Gouvernement des timbres dont le produit est affecté au service de cet emprunt, exactement dans les mêmes conditions que les banderoles dont le produit est affecté à la garantie du 5 o/o 1902.

Les clauses inscrites dans le contrat de l'emprunt 5 o/o 1902 et relatives au délégué des porteurs, au commissaire du Gouvernement bulgare, à leurs attributions respectives, à l'assiette et au mode de perception des impôts constituant le gage, à la confection et à la vente des timbres, au fonctionnement de la garantie subsidiaire constituée par le Mourourié, au régime monétaire de la Bulgarie sont applicables à l'emprunt 5 o/o 1904.

Le Gouvernement doit acheter une certaine quantité de timbres et de banderoles. Les excédents produits par l'un des deux impôts doivent être

employés par le délégué à combler les déficits constatés dans le rendement de l'autre.

L'emprunt 4 1/2 0/0 1907 est également gagé. Son montant nominal est de 145.000.000 de leva ; il a été émis à 85 0/0, c'est-à-dire, comme les précédents, bien au-dessous du pair.

Son service est garanti :

1° Par le produit de l'impôt des banderoles de tabac et de l'impôt du timbre resté libre après prélèvement des sommes nécessaires au service des emprunts 5 0/0 or 1902 et 1904 ;

2° Subsidiairement, par le produit de l'impôt du Mourourié, pour la partie qui ne serait pas nécessaire au service des emprunts 1902 et 1904.

Les clauses relatives aux gages sont les mêmes que pour les deux emprunts précédents. La seule différence consiste en ce que, pour ce dernier emprunt, le Gouvernement bulgare doit, normalement, verser tous les mois une somme suffisante pour le service de cette dette et prélevée sur les recettes générales du Trésor ; et ce n'est que dans le cas où les versements n'auraient pas lieu que le délégué aurait le droit de prélever les sommes nécessaires à ce service sur les revenus (banderoles et timbres) qui y sont affectés.

Au total de la Dette extérieure bulgare, tel que nous l'avons donné plus haut, d'après l'exposé du

ministre des Finances, il faut ajouter un autre emprunt qui n'est pas mentionné d'ordinaire : C'est l'emprunt 5 o/o 1896, émis au profit des Caisses agricoles, et garanti solidairement par le patrimoine et les revenus de ces caisses, et les revenus généraux de la Principauté de Bulgarie, qui s'est engagée à faire inscrire chaque année à son budget les sommes nécessaires pour son service.

Cet emprunt est d'ailleurs considéré comme fonds d'Etat par l'administration française de l'enregistrement.

Il a été conclu entre le Gouvernement bulgare d'une part, et, d'autre part, la Banque de Paris et des Pays-Bas, la Banque Internationale de Paris, et la Banque Impériale Royale privilégiée des pays Autrichiens.

Son nominal est de 30.000.000 leva. Son montant en circulation au 15 juillet 1915 s'élevait à 25.850.000 leva.

Si nous désirons comparer la Dette bulgare au 31 décembre 1920 avec la situation de cette même Dette avant la guerre, une rectification des chiffres s'impose : La Dette extérieure, libellée à des parités fixes, en monnaies étrangères, pouvait être énoncée, sans inconvénient, en leva ou en francs, la monnaie bulgare se maintenant à cette époque sensiblement au niveau du pair. Mais nous verrons au chapitre

suivant que le lev ne vaut actuellement (1) guère plus de 0 fr. 15, ce qui nous oblige, si nous voulons calculer la dette en francs-or, à multiplier le total en leva de la Dette extérieure par le coefficient 6 environ.

On obtient dans ces conditions :

Dette (en leva) :	31 décembre 1913	31 décembre 1920
Intérieure consolidée.. . . .	—	81.872.700
— non consolidée.....	152.990.105	3.228.194.908
Extérieure consolidée.....	616.601.536	16.791.094.632
— non consolidée.....	130.930.550	2.633.454.282
Total de la Dette (en leva)....	900.522.191	22.734.616.522

L'augmentation de la Dette bulgare, par le fait de la guerre, est donc formidable ; mais on se rend compte que la presque totalité de la Dette extérieure est consolidée, et par conséquent n'est pas exigible immédiatement ; cette énorme charge doit donc s'atténuer automatiquement, si l'on peut dire, avec le retour, d'ici quelques années, à un change plus normal.

Le service de la Dette extérieure, au taux actuel du change, grève considérablement le budget bulgare.

Lorsque, par suite de la guerre, le délégué français des porteurs de fonds bulgares eut quitté son

1. Juin 1921.

poste, le Gouvernement de Sofia chargea la Direction de la Dette Publique du service des emprunts gagés. Par les soins de celle-ci, les tirages eurent lieu régulièrement, et le service fut effectué chez les Neutres et les Puissances centrales. Quant aux sommes destinées à être remises aux porteurs français, elles furent déposées à un compte spécial de la Banque Nationale de Bulgarie.

La Bulgarie reprit le service en France dès l'armistice ; cela lui imposa de gros sacrifices : Jusqu'au 1^{er} septembre 1920, plus de 60.169.000 francs furent versés à la Banque de Paris et des Pays-Bas, nécessitant 270.761.625 leva.

Après entente avec le Comité de défense des Porteurs d'emprunts bulgares, les arriérés des trois emprunts gagés furent payés à la fin de 1920, et le service a été repris régulièrement en francs français, à partir du 1^{er} janvier 1921.

Le Comité a consenti à ce que le service ne soit pas fait momentanément dans les diverses monnaies prévues aux contrats d'émission, notamment en livres sterlings, ce qui eût accru les charges de la Bulgarie dans une mesure qui lui eût interdit, quant à présent, de liquider l'arriéré de sa dette.

Quant à l'emprunt 1896 des Caisses agricoles, comme il n'est pas garanti, ainsi que les précédents, par certains revenus affectés dont la perception est entre les mains du délégué des porteurs, mais par

les revenus généraux du Royaume, ainsi que par le patrimoine et le revenu des caisses agricoles, des conditions différentes ont dû être consenties pour la reprise de son service : Les arriérés ont été échelonnés jusqu'au 14 janvier 1924, date à laquelle le service sera repris régulièrement.

Il est prévu toutefois que, si le Gouvernement bulgare est amené à contracter un emprunt avant le 14 juillet 1923, tous les arriérés de l'emprunt 1896 non encore réglés seront payés sur le montant de cet emprunt.

Le Gouvernement bulgare procède actuellement à l'émission d'un emprunt intérieur 6 1/2 0/0, d'un montant illimité, par tranches de 100 millions de leva, amortissable en quarante ans par voie de tirages semestriels et remboursable à 120 0/0.

Sa conversion est autorisée à partir de 1927. Les obligations sorties aux tirages et les coupons seront acceptés en paiement des impôts.

Divers journaux financiers ont annoncé récemment que le Gouvernement bulgare a contracté auprès d'un consortium franco-belge, dont fait notamment partie la Banque de Paris et des Pays-Bas, un emprunt de 100 millions de francs français à 7 1/2 0/0, dont le produit serait affecté uniquement à la construction de chemins de fer. Nous ignorons encore les

conditions de cet emprunt, et quelle garantie lui est affectée.

La marge laissée par le service des trois emprunts gagés placés en France serait sans doute suffisante pour garantir un quatrième emprunt ; mais la Bulgarie peut offrir encore d'autres gages, notamment le produit des chemins de fer, dont 57 kilomètres seulement sont hypothéqués (en faveur de l'emprunt 1892), ou mieux des douanes, dont la perception serait plus facile à contrôler.

Nous verrons dans le chapitre suivant que la situation budgétaire, pour être grave, n'est pas toutefois désespérée. La Bulgarie, qui a montré jusqu'à présent qu'elle savait tenir ses engagements financiers, veillera sans doute à ne pas perdre la confiance qui lui a déjà, à plusieurs reprises, été accordée.

LE CHANGE ET LA HAUSSE DES PRIX

Nous touchons ici au point critique de la situation actuelle de la Bulgarie : C'est de la façon dont sera résolue cette question que dépend en grande partie la reprise de relations économiques normales avec l'extérieur.

La monnaie bulgare est très dépréciée, et son cours, inférieur à celui de la plupart des autres, ne dépasse plus que celui des monnaies autrichienne, hongroise, polonaise et russe.

Le lev, dont la définition monétaire est la même que celle du franc, s'était maintenu sensiblement au niveau de celui-ci pendant les années qui précédèrent la guerre mondiale ; les conflits qui bouleversèrent le Proche-Orient en 1912 et 1913 le firent cependant fléchir légèrement.

Pendant la grande guerre, on ne constate qu'une dépréciation relativement peu importante de cette monnaie ; il serait, il est vrai, erroné de vouloir y chercher un reflet de la situation économique du pays à cette époque : Les transactions, en effet, n'étaient plus libres, et, dans l'un et l'autre groupe de bellige-

rants, les alliés les plus riches soutenaient les plus faibles de leur aide financière et de leur crédit. L'on put éviter ainsi, pendant toute la guerre, une trop grande dépréciation des changes, et les graves perturbations qui en auraient résulté.

Mais après l'armistice, il n'en est plus de même : Tandis que certains de ses voisins, plus épuisés pourtant qu'elle-même, mais soutenus par leurs alliés, et par le prestige de leur victoire, conservent une assez bonne monnaie, la Bulgarie, vaincue, isolée de tous, obligée de faire face à ses besoins avec ses propres ressources de trésorerie, voit son change s'effondrer en quelque mois : 100 leva, qui cotaient 65 francs suisses à la fin de l'année 1917, n'en cotent déjà plus que 44,50 à la fin de 1918, pour tomber à 5 francs suisses en mai 1920 ; puis, le change remonte légèrement : le 1^{er} juin 1921, à Genève, 100 leva cotaient 6,75.

D'où provient cette dépréciation énorme du lev ? Les causes n'en sont pas spéciales à la Bulgarie : La diminution des ressources nationales, par suite des pertes de vies humaines, et de la réduction de la production, le mauvais état de l'outillage agricole et industriel non renouvelé pendant la guerre, la balance du commerce défavorable, le service très lourd de la Dette, les charges du Traité de Paix, en sont les principales.

La dépréciation du change n'est pas restée sans

action sur le coût de la vie ; la majoration des droits de douane et des impôts, la spéculation exagérée des commerçants ont exercé une influence parallèle.

Voici, à titre d'exemple, les prix atteints par certains objets d'usage courant, en 1920, comparés avec ceux pratiqués en 1915 :

	Prix en 1915 (en leva)	Prix en 1920 (en leva)	Majora- tion o/o
Pain.....le kilo :	0,31	4,19	1.250
Viande de bœuf..... »	1,02	21,29	1.987
Haricots secs..... »	0,56	9,17	1.538
Bois de chauffage (1 voit.).....	9,54	153,93	1.579
1 costume.....	120,00	2.600,00	2.166
1 paire de chaussures	30,00	600,00	1.666

Diverses mesures ont été prises pour essayer d'enrayer la hausse du prix de la vie. Deux services importants ont été notamment créés dans ce but et placés sous le contrôle de l'Etat : Ce sont le Bureau Central des Devises et le Consortium pour l'exportation des céréales. Voici ce que dit à leur sujet M. Hadji Mischeff, dans son exposé devant la Conférence financière de Bruxelles, en septembre 1920 :

« Le Bureau des Devises fut créé par la loi du « 19 décembre 1918, dont l'objectif principal était « de restreindre le commerce avec les valeurs étran-
« gères, avoirs et crédits, ainsi que le commerce, avec

« l'étranger, du papier et des monnaies bulgares,
« tout en atténuant et arrêtant les grandes fluctua-
« tions du cours. Cette loi visait en même temps la
« diminution en général de l'importation, par la
« restriction de l'entrée des objets de luxe, le rachat
« à un cours avantageux des devises étrangères néces-
« saires aux besoins de l'Etat, la cessation de l'ex-
« portation du papier et des monnaies bulgares, des
« valeurs mobilières bulgares et étrangères, et de-
« vait faire face à l'importation en bloc de la Direc-
« tion de la Prévoyance publique et du Ravitaille-
« ment. La dite loi n'a pas donné les résultats
« attendus, par suite de plusieurs causes, dont la
« principale résidait dans la situation exceptionnelle
« du pays après l'armistice : occupation du pays
« par les armées étrangères, aucune souveraineté et
« isolement d'avec le monde étranger. Plus tard, à la
« suite du relèvement économique progressif du
« pays, les restrictions ont été au fur et à mesure
« rapportées, le commerce en général et celui des
« devises étrangères a été laissé plus libre, la Bourse
« des valeurs à Sofia se mit à fonctionner, et, aujour-
« d'hui, l'activité du Bureau Central des Devises est
« limitée à l'achat pour le compte de l'Etat d'un tiers
« des devises étrangères obtenues du chef de l'ex-
« portation des produits bulgares, et ce aux cours
« plus bas que ceux indiqués par la Banque Natio-
« nale de Bulgarie ou la Bourse des valeurs à Sofia.

« Le Consortium pour l'exportation des céréales
« et de leurs produits a été créé par la loi du 5 dé-
« cembre 1919. Il a pour but principal d'assurer l'ap-
« provisionnement de la population non productrice
« de céréales et d'exporter l'excédent de la récolte,
« dont la vente procurera à l'Etat le change étranger
« nécessaire pour parer à ses paiements, et contri-
« buera à l'amélioration de la valeur du lev bulgare.
« Depuis sa création, le Consortium, après avoir assuré
« à la population non productrice un pain à bas prix,
« et mis sous un contrôle complet le commerce inté-
« rieur des grains, réussit à vendre à l'étranger des
« céréales et des farines, jusqu'à concurrence d'une
« somme globale de 128 millions de francs français. »

En fait, ces deux mesures n'ont pas donné les résultats attendus : la Centrale des devises, fixant un cours maximum à l'exportateur bulgare, et lui faisant subir fréquemment des pertes, gêne beaucoup les exportations ; quant au Consortium des céréales, il constitue également un échec. Plus d'une fois, des céréales achetées à un cours trop élevé au producteur n'ont pu être revendues à temps, faute d'un bénéfice suffisant, et, gâtées, sont devenues inutilisables.

Ces deux organismes ont mécontenté la population en produisant des effets opposés à ceux qu'on espérait. Aussi est-il question actuellement de les supprimer sous peu.

On peut espérer que cette suppression, en rendant la liberté au commerce, donnera une nouvelle vitalité aux exportations, et contribuera pour une large part à faire remonter le change (1).

Situation budgétaire. — Nous en dirons seulement quelques mots, indispensables cependant pour compléter notre vue d'ensemble sur la situation actuelle.

Voici quels sont les relevés budgétaires comparés pour les exercices 1914-1915, 1920-1921 et 1921-1922 (l'année budgétaire commence le 1^{er} avril) :

	1914-1915	1920-1921	1921-1922
Recettes.....	228.251.259	1.803.000.000	2.152.720.000
Dépenses ordinaires..	246.107.143	2.904.903.480	2.684.699.000
— extraordin.	44.789.851	90.000.000	1.002.085.000
Total des dépenses..	290.896.994	2.994.903.480	3.686.784.000

Ce qui nous frappe, tout d'abord, ce sont évidemment les totaux envisagés, qui ont plus que décuplé depuis la période d'avant-guerre ; ce qui contribue cependant un peu à nous rassurer, après un examen plus attentif, c'est l'amélioration relative de 1921-1922

1. Depuis le moment où ces lignes ont été écrites, la levée du moratorium des créances (dans le courant de juin de cette année) a fait subir au change une brusque et inattendue dépréciation ; cette chute du cours du lev a conduit le Gouvernement à décider la suppression, dans le plus bref délai, du Consortium des céréales.

par rapport à 1920-1921, par suite de l'augmentation des recettes pour la dernière année, et la diminution des dépenses, du moins des dépenses ordinaires.

Il est certain que l'effort fiscal est considérable, surtout si les prévisions du budget ne sont pas majorées abusivement. Le ministre des Finances nous affirme que les recettes d'impôts prévues ne sont pas surévaluées, et le prouve en donnant à l'appui les résultats déjà connus des 10 premiers mois de l'exercice 1920-1921.

Certains impôts ont été quadruplés, quintuplés, certains décuplés même, et l'effort maximum semble avoir été fourni. Il a été question récemment de proposer un impôt sur le capital, allant jusqu'à frapper celui-ci de la moitié de son montant. La Commission interalliée, qui a des pouvoirs très étendus, quant à la revision du budget notamment, a différé ce projet, sans s'opposer d'ailleurs formellement à son principe, mais alléguant qu'il nuirait au relèvement économique du pays et pourrait atteindre le gage même des créanciers de la Bulgarie.

L'effort fiscal maximum a été fourni, venons-nous de dire ; ce n'est pas absolument exact. Le taux de l'impôt foncier n'a que doublé, en effet, et son produit ne s'est guère accru depuis sa création en 1878. Ce fait est assez caractéristique des sympathies du Gouvernement actuel pour les agrariens, sympathies qui, si elles favorisent le plus grand nombre,

s'exercent cependant parfois aux dépens de l'intérêt général du pays.

Nous citerons, pour terminer, les déclarations faites, par le délégué à la Conférence de Bruxelles relativement à l'imposition des capitaux étrangers en Bulgarie :

« La création de nouveaux impôts, et l'application
« de nouvelles mesures législatives, n'influenceront
« d'aucune façon la réduction des capitaux indi-
« gènes, ou l'expulsion des capitaux étrangers. Au
« contraire, le Gouvernement bulgare apprécie l'uti-
« lité des capitaux étrangers en Bulgarie. »

CONCLUSION

Nous voici parvenus à la fin de notre étude, après avoir passé en revue successivement les différents points que nous nous étions proposés d'examiner.

Si nous jetons maintenant un coup d'œil en arrière, afin d'essayer d'obtenir une impression d'ensemble de ce qu'ont été jusqu'à la guerre les relations économiques de la Bulgarie avec la France, deux faits nous semblent se dégager surtout : Tout d'abord la place de plus en plus importante prise par la France dans le commerce extérieur de la Bulgarie, surtout du côté des importations ; ensuite l'exactitude et la bonne foi apportées dans le service de la Dette gagée.

En ce qui concerne les relations commerciales d'après-guerre, nous avons vu que celles-ci ont repris rapidement, puisque, en 1920, les importations de France ont atteint déjà, ou presque, la moyenne des dernières années normales.

Bien plus, nous croyons que le rang atteint en 1911 ne détermine pas la capacité maximum du marché bulgare relativement aux produits d'origine

française, et que les relations franco-bulgares se seraient encore accrues si les guerres successives n'avaient pas bouleversé les conditions du marché. Il est d'autant plus aisé à la France, aujourd'hui, d'arriver à ce but, que la concurrence des Puissances centrales n'est plus à redouter maintenant.

Sans doute, les conditions actuelles sont-elles encore précaires. La reprise de relations régulières nécessite des voies de communications plus sûres et plus rapides, une situation politique et des changes plus fermes ; en outre, depuis plusieurs mois, la Bulgarie souffre de la crise à peu près mondiale de dépression des affaires, qui se traduira certainement, si elle persiste, par un fléchissement dans les statistiques pour 1921.

Ce n'est que lentement, et en usant de précautions, que l'avenir pourra être préparé. Il serait imprudent de croire à l'efficiencce d'une action trop hâtive, et ce n'est pas en quelques mois que peuvent être réparés tous les maux que la guerre a causés.

La situation financière du pays, notamment, est assez critique ; nous pensons cependant qu'il faut avoir bon espoir en le relèvement économique d'un pays qui a su envisager courageusement la situation et prendre des mesures fermes pour y remédier.

Nous avons vu que la production agricole et le commerce extérieur, durement affectés par la guerre, manifestent déjà cependant, depuis le retour à la

paix, des signes de vitalité et d'amélioration certains.

De nombreux projets sont mis en œuvre, ou sur le point de l'être, concernant l'extension des voies de communications, et l'exploitation du capital national (mines, forêts, houille blanche). La prestation du travail obligatoire, obligeant tous les citoyens à mettre au service de la nation un certain nombre de mois de travail, permettra l'exécution à bon compte de travaux d'intérêt général.

Diverses mesures législatives très énergiques ont été prises par le gouvernement actuel ; on procède notamment à une revision de tout le système fiscal, reste de l'ancienne domination turque, dont la complication nuit au bon fonctionnement et occasionne des frais de recouvrement trop élevés.

Enfin, on peut supposer que la question de la mer Egée sera résolue quelque jour, et que la Bulgarie, pour le plus grand bien de ses relations avec l'Europe occidentale, recevra le port que lui accorde le Traité de paix.

Aussi croyons-nous que ce serait commettre une erreur que négliger, à cause des obstacles de l'heure présente, un pays dont les habitudes commerciales ne sont pas encore reprises, et qui, ouvert depuis longtemps à l'influence française, est tout disposé à accueillir, de préférence à d'autres, les produits français, en même temps qu'à nous fournir certaines matières premières dont nous manquons.

Les échanges entre la France et la Bulgarie ont conservé dans leur ensemble, et toutes proportions gardées, à peu près la physionomie qu'ils présentaient avant la guerre, mais certains postes d'importations, selon nous, sont appelés à se développer plus rapidement que les autres dans un avenir prochain : Ce sont notamment les machines, l'outillage industriel et électrique, et, d'une façon générale, tout ce qui concerne les industries du bâtiment.

Au point de vue financier, les perspectives à envisager sont sans doute plus lointaines qu'en matière commerciale : Pendant longtemps encore, les besoins intérieurs absorberont en France toutes les disponibilités de l'épargne ; l'interdiction d'exportation des capitaux peut bien exceptionnellement être levée dans certains cas, mais il s'agit alors d'avances en banque, autorisées pour des raisons politiques, non d'emprunts d'une certaine envergure destinés à être offerts en souscription publique.

Ce qui est susceptible actuellement d'intéresser nos milieux financiers, c'est, d'une part, la participation dans les maisons de banque bulgares, dans le but de suivre et d'encourager les échanges commerciaux ; d'autre part, la formation de sociétés industrielles pour la construction de chemins de fer ou l'exploitation des richesses naturelles du pays.

Notre commerce ne se développera d'une façon efficace qu'à condition d'employer les moyens dont

se servent déjà nos concurrents : envoyer des commis-voyageurs et des représentants permanents. ouvrir des succursales et des musées commerciaux, suivre les avis du *Journal officiel* bulgare qui annonce les mises en adjudication des marchés de fournitures à l'Etat et aux communes.

Il est utile aussi de rentrer en relations avec les Chambres de commerce bulgares des principales villes : Sofia, Philippopoli, Bourgas, Varna, Roustchouk. Il existe à Sofia, depuis 1920, une « Chambre commerciale française » ; toutefois, ce n'est pas une chambre de commerce proprement dite, mais une simple association privée de commerçants et d'agents commerciaux français.

Il faut enfin accorder des crédits : D'une manière générale, le commerçant bulgare préfère voir coïncider les dates d'échéance avec l'époque de la vente des récoltes, en automne, alors que, d'une part, le paysan fait ses achats ou libère ses dettes, et, d'autre part, le commerce peut trouver plus facilement et à meilleur compte des traites sur l'étranger. Mais, actuellement, en présence d'un change si défavorable qu'il est presque prohibitif, ce qu'il importe surtout aux commerçants bulgares d'obtenir, ce sont des crédits à longue échéance, qui leur permettront de bénéficier d'une amélioration ultérieure probable du cours des devises.

C'est ainsi que, dans le courant de 1920, l'Italie a

importé en Bulgarie 250 millions de marchandises aux conditions suivantes : Crédit de 18 mois, avec garantie des banques qui reçoivent de l'acheteur un dépôt de 3 à 4 leva par lire du prix de vente. Il est en outre établi une contre-valeur sur laquelle les banques italiennes font au vendeur une avance de 50 à 70 o/o.

Il est facile de comprendre que ces crédits, comportant d'assez gros risques et nécessitant des capitaux considérables, peuvent difficilement être accordés par des commerçants particuliers.

Nous touchons ici l'une des questions les plus actuelles de notre commerce extérieur, celle des crédits à l'exportation : En France, la Banque Nationale du Commerce extérieur fait de louables efforts pour aider nos exportateurs ; elle est secondée, il est vrai, vis-à-vis de certains de nos concurrents, par le mauvais état relatif de notre change, mais elle dispose de bien faibles moyens, si on les compare à ceux des organismes d'Etat, créés à l'étranger, tel l'Export Credit Department en Angleterre, et le War Finance Corporation aux Etats-Unis.

La France, fort en retard sur ce terrain, se doit pourtant de prouver que le temps perdu se rattrape quelquefois.

Le 12 avril 1921, la Commission du « Crédit à l'Exportation » du Comité national des Conseillers

du Commerce extérieur, émettait le vœu suivant :

« Que, chaque fois que cela sera possible, soient créés des groupements par spécialité professionnelle des industriels et commerçants ayant avantage à l'obtention du crédit à long terme en vue de renseigner les prêteurs et garants sur la valeur des crédits demandés ;

« Que l'Etat accorde d'urgence son concours financier à l'exportation sous forme de garantie des crédits consentis, et sur les bases générales suivantes :

« Répartition des risques entre l'exportateur, l'établissement bancaire et l'Etat ;

« Que soit poursuivie l'étude de la compensation des échanges directs de produits contre produits sans échange de signes monétaires. »

Puisse ce vœu avoir été entendu !

Vu : le président de la thèse,
CH. RIST

Vu : le Doyen,
F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer.
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
P. APPEL

BIBLIOGRAPHIE

Demangeon (A.). — La Bulgarie (*Annales de Géographie* du 15 novembre 1920).

Iaranoff (A.). — La Bulgarie économique. Berne, 1919.

Lamouche (L.). — La Bulgarie dans le passé et le présent. Paris, 1892.

Mischeff (Hadji). — Exposé financier présenté devant la Conférence de Bruxelles, septembre 1920.

Popoff (K.-G.). — La Bulgarie économique, 1879-1911. Sofia, 1920.

Tourlakoff (M.). — Exposé sur la situation financière de la Bulgarie, février 1921.

La Vie technique et industrielle. Numéro spécial consacré à la Bulgarie, mars 1921.

Wlakhoff (D.). — La situation économique de la Bulgarie. Varna, 1920.

Annuaire statistique du royaume de Bulgarie.

Bulletin mensuel bulgare de statistique.

Bulletin mensuel d'informations économiques et financières de la Bulgarska Banka.

Rapports consulaires anglais.

... Et divers articles de journaux, périodiques et revues
(l'Economiste européen, France-Europe orientale,
Revue politique et parlementaire, le Temps, etc.).

Dunan (M.). — L'été bulgare. Paris, 1917.

Guéchoff (Iv.). — L'alliance balkanique. Paris, 1915.

Mischeff (D.). — The Bulgarians in the Past. Lausanne,
1919.

Sentupéry (L.). — L'Europe politique. Paris, 1894.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	5
La Bulgarie économique.....	9
Le commerce.....	27
Les voies de communications.....	53
Le crédit et les banques....	65
La Dette publique.....	73
Le change et la hausse des prix.....	94
Conclusion.....	102
Bibliographie.....	109

